

14917

BILLET D'ÉTAT

MERCREDI, le 30 septembre 1914.

OBJETS DE DÉLIBÉRATION :

Nouveaux Membres : Comité pour le Havre de St. Samson, p. 291.—Comité pour la Construction de Maisons, etc., p. 294.—Comité pour la Rue de la Fontaine et les Marchés, p. 295.—Comité pour l'Etablissement d'une Police des Etats, p. 295.—Loi relative au Cadastre Général de l'Ile (Projet de Loi), p. 296.—La Charge de Douzenier des Paroisses de la Campagne (Requête), p. 299.—Havre de St. Samson (Pavage d'un Dévaloir), p. 303.—La Milice Royale (Dépenses), p. 305.—"King Edward Sanatorium" (Admission de Malades atteints de Phthisie), p. 306.—La Milice Royale (Confection des Listes de Mâles par les Connétables), p. 307.—Nouveaux Bureaux des Etats (Clôture du Site et Ameublement), p. 309.—Pauvres Etrangers (Contributions payées par les Etats pour soins médicaux), p. 311.—L'héritage de Beau Séjour, L'Hyvreuse, St. Pierre-Port, p. 315.—"Guernsey Amateur Swimming Club" (Nouveaux Règlements du Concours pour la Coupe présentée par les Etats), p. 321.—La Question Générale de l'Education, p. 323.—Emission de Billets de Banques des Etats, p. 328.—Santé Publique (Achat d'un Appareil dit "Electrolytic Disinfectant Plant"), p. 332.—La Voirie Publique (Réparations), p. 334.

APPENDICE :

Rapport de l'Officier de la Santé Publique, 1913.

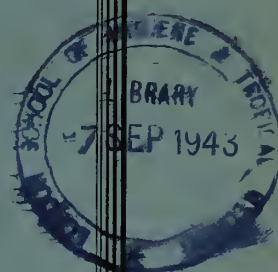


GUERNESEY :

COMPAGNIE D'IMPRIMERIE DE BICHARD, LIMITÉE,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE, RUE DU BORDAGE.

1914.

VIII.
1914.







À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES
ÉTATS D'ÉLECTION
DE
L'ÎLE DE GUERNESEY,

Tenue le 27 mai 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents: Ernest Collas, George Herbert Le Mottée, John Bonamy Collings, Adolphus John Hocart, John Leale, Lionel Slade Carey, James Esten de Jersey et Hubert George de Carteret Stevens Guille, écuyers, jurés.

Le Révérend J. Ughtred Pilbeam, Recteur de St. André.

„	Robert H. Tourtel,	„	de Torteval.
„	E. F. P. Colman,	„	de la Forêt.
„	H. Walter Brock,	„	de St. Pierre-du-Bois.
„	Pedro S. Mesny,	„	du Castel.
„	William Taylor,	„	de St. Samson.
„	John Percy de Putron,	„	de St. Pierre-Port.

Monsieur le Procureur du Roi.

Monsieur le Contrôle du Roi.

Messieurs les Connétables et Douzeniers de St. Pierre-Port.

Messieurs les Douzeniers du Canton No. 1.

„	„	„	2.
„	„	„	3.

IV.—1914.

Messieurs les Connétables et Douzeniers

de St. Samson,
du Valle,
du Castel,
de St. Sauveur,

de St. Pierre-du-Bois,
de Torteval,
de la Forêt,
de St. Martin.

MM. Aylmer M. Drake, James Rossiter Gibbons, Harold H. Randell, John E. Dorey, Thomas Bisson, John F. Carruthers, Thomas H. Ogier,	}	Députés.
--	---	----------

Son Excellence le Majeur-Général H. M. Lawson, C.B.,
Lieutenant-Gouverneur, aussi présent.

Après lecture du Billet de M. le Baillif, en date du
25 avril 1914, envoyé à MM. les membres des États :

William de Prélaz Crousaz, écuyer, a été élu et choisi
Juré-Justicier de la Cour Royale, à l'unanimité des voix
par acclamation, en remplacement de Jean Nant Brouard,
écuyer, décédé.

Acte de la Cour Royale.

*Le 30 mai 1914, pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents :
Ernest Collas, George Edward Kinnersly, George Herbert Le
Mottée, John Bonamy Collings, Adolphus John Hocart, John
Leale, Lionel Slade Carey, James Esten de Jersey et Hubert
George de Carteret Stevens Guille, écuyers, Jurés.*

William de Prélaz Crousaz, écuyer, a été sermenté
Juré-Justicier de la Cour Royale, après y avoir été dûment
élu en remplacement de Jean Nant Brouard, écuyer, décédé.

QUERTIER LE PELLEY,
Greffier du Roi.

AUX ÉTATS

DE

L'ÎLE DE GUERNESEY.

Tenus le 17 juin 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif ; présents : Ernest Collas, George Edward Kinnersly, George Herbert Le Mottée, Julius Bishop, John Bonamy Collings, Adolphus John Hocart, John Leale, Lionel Slade Carey, James Esten de Jersey, Hubert George de Carteret Stevens Guille et William de Prélaz Crousaz, écuyers, Jurés.

Le Très-Rev. Thomas Bell, Recteur du Valle.

Le Révérend J. Ughtred Pilbeam, Recteur de St. André.

„	Isaac H. Bibby,	„	de St. Sauveur.
„	E. F. P. Colman,	„	de la Forêt.
„	William Taylor,	„	de St. Samson.
„	John Percy de Putron,	„	de St. Pierre-Port.

Monsieur le Procureur du Roi.

Monsieur le Contrôle du Roi.

MM. E. T. Wheadon et	}.....{	Délégués de la Douzaine de
F. W. Le Tissier,			St. Pierre-Port.
A. H. Brice		Délégué du Canton No. 1.
S. A. Candon	„	„ No. 2.
H. D. Ollivier	„	„ No. 3.
W. Grant de Jersey	„	„ No. 4.

V.—1914.

MM. P. Blampied	Délégué de St. Samson.
John Roussel.....	„ du Valle.
Denis C. Le Pelley	„ du Castel.
Jean A. Simon	„ de St. Sauveur.
Thomas Corbin	„ de St. Pierre-du-Bois.
Walter J. Sarre....	„ de Torteval.
J. W. de la Rue.....	„ de la Forêt.
Stephen Rabey ...	„ de St. Martin.
T. M. Bichard	„ de St. André.

MM. Aylmer M. Drake,	} Députés.
James Rossiter Gibbons,	
Daniel M. Le Cheminant,	
John E. Dorey,	
Thomas Bisson,	
John Ferguson Carruthers,	
Thomas H. Ogier,	

Son Excellence le Majeur-Général H. M. Lawson, C.B., Lieutenant-Gouverneur, aussi présent.

Après lecture du Billet de M. le Baillif en date du 30 mai 1914, envoyé à MM. les membres des États,

Les États ont délibéré et décidé comme suit :—

PROJET DE LOI.

LOI RELATIVE À LA PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES MINEURES.

AMENDEMENT.

I.—Les États ont été d'avis d'ajouter après les mots “sera censée” dans la dernière sentence de l'article 11 du Projet de Loi intitulé “Loi relative à la protection des Femmes et des Filles Mineures,” adopté le 10 décembre 1913, les mots suivants :—“à moins qu'il ne puisse satisfaire la Cour du contraire,” afin que le dit article se lise comme suit :—

“Lorsqu’il est prouvé qu’une personne mâle demeure avec une prostituée ou est habituellement en compagnie d’une prostituée, ou lorsqu’il est prouvé que telle personne mâle contrôle, dirige ou influence les mouvements d’une prostituée de manière à démontrer qu’il aide, assiste ou contraint sa prostitution avec une personne quelconque ou généralement avec qui que ce soit, telle personne mâle sera censée, à moins qu’il ne puisse satisfaire la Cour du contraire, se maintenir en tout ou en partie et en connaissance de cause du gain de la prostitution.”

COMITÉ SANITAIRE DES ÉTATS.

NOUVEAU MEMBRE.

II.—Les États ont nommé M. John Ferguson Caruthers membre du Comité Sanitaire des États pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., décédé.

COMITÉ DES VOIES PUBLIQUES.

NOUVEAU MEMBRE.

III.—Les États ont nommé M. George Langlois membre du Comité des Voies Publiques pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., décédé.

COMITÉ POUR LE HAVRE DE SAINT PIERRE-PORT.

NOUVEAU MEMBRE.

IV.—Les États ont nommé M. Stephen A. Candon membre du Comité pour le Havre de Saint Pierre-Port pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., décédé.

COMITÉ POUR LE CADASTRE.

NOUVEAU MEMBRE.

V.—Les Etats ont nommé M. Jean E. Dorey membre du Comité pour le Cadastre pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., décédé.

**COMITÉ DES ÉTATS POUR L'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE.
NOUVEAU MEMBRE.**

VI.—Les États ont nommé William de Prélaz Crousaz, écuyer, Juré, membre du Comité des États pour l'Éclairage Électrique pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., décédé.

LA QUESTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION.

Sur l'Art.

VII.—Les États ayant procédé à la considération des recommandations contenues dans le rapport en date du 2 décembre 1913 du Comité nommé le 8 juin 1910 pour examiner le système actuel d'éducation dans les divers grades d'écoles publiques subventionnées par les États et d'indiquer la manière de ré-organiser ce système afin d'empêcher toute concurrence entre les dites écoles et de diminuer le coût d'éducation s'il est possible ; ont été d'avis d'entretenir l'alinéa *k* des dites recommandations sur lequel l'amendement suivant a été adopté.

(k) COMITÉ D'ÉDUCATION POUR L'ILE.

Avant de se décider sur l'alinéa *k* les États ont été d'avis de nommer un Comité chargé de préparer une ébauche de la constitution d'un Comité général d'Éducation et de faire un rapport aux États sur toutes les questions s'y rattachant, bien entendu que les droits des Comités paroissiaux ne doivent pas être diminués. Et ont nommé pour leur Comité Lionel Slade Carey, écuyer, Juré, le Rév. J. Ughtred Pilbeam et Mons. E. T. Wheadon.

(a) COLLÈGE ÉLISABETH.

Les États ont été d'avis d'approuver les recommandations, à l'exception de celle numérotée 4, qui ont rapport au Collège Elisabeth (alinéa *a*).

(b, c, d) ÉCOLE INTERMEDIAIRE POUR GARÇONS; ÉCOLE INTER-MÉDIAIRE POUR FILLES; ÉCOLE TECHNIQUE ET DES ARTS.

Les États ont été d'avis d'adopter les recommandations suivantes :—

p. 69, Billet, 4 mars 1914.—We recommend that a new building be erected for the Intermediate School for boys which should provide for the students attending the Technical School.

p. 68.—The Girls would have the present Boys' School. Housecraft and cookery should be developed.

(Après quoi la séance a été remise à mercredi le 1er juillet prochain à onze heures du matin.)

LE 1^{ER} JUILLET 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents : les membres qui furent présents à la séance du 17 juin 1914.

M. James Le Page, député, aussi présent.

M. Frederick G. Fuzzey, délégué du Canton No. 4, a remplacé M. William Grant de Jersey.

Son Excellence le Majeur-Général H. M. Lawson, C.B., Lieut.-Gouverneur, aussi présent.

LA QUESTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION.

Sur l'Art.

VII.—Les États ayant continué la considération des recommandations contenues dans le rapport en date du 2 décembre 1913 du Comité nommé le 8 juin 1910, ont été d'avis :—

(e) ÉCOLES PRIMAIRES.

De référer les recommandations tant de la majorité que de la minorité du Comité, contenues dans leur rapport en date du 2 décembre 1913 ayant rapport aux Écoles
V.—1914.

Primaires (alinéa *e*) au Comité des Etats sur l'Instruction Publique Primaire, avec prière au dit Comité de suggérer les moyens nécessaires pour porter les dites recommandations à exécution.

(f et g) **INSPECTION MÉDICALE ET SURINTENDANCE D'ÉCOLIERS;
EDUCATION D'ENFANTS DÉFECTUEUX.**

De prier le Comité pour l'Éducation primaire de préparer des suggestions pour l'inspection et surintendance d'écoliers et pour l'éducation d'enfants défectueux.

(h) **ÉCOLES PARTICULIÈRES.**

D'adopter les recommandations contenues dans le dit rapport.

(i) **ÉCOLES DU SOIR.**

De surseoir à la considération de l'alinéa (*i*) de l'article VII. jusqu'à ce qu'une recommandation par rapport à la conduite d'Écoles du Soir leur soit soumise par les directeurs d'institutions scolaires déjà existantes qui désirent les établir.

(1) **EXAMENS, BOURSES ET AUTRES.**

D'adopter les recommandations contenues dans le dit rapport.

(m) **COLLÈGE DES DAMES.**

D'adopter les recommandations contenues dans le dit rapport, au sujet de l'alinéa (*m*) savoir :—

“ 1.—To grant the Ladies' College a subsidy of £300 a year or such other sum as the States may determine, in order that it may be maintained in a state of efficiency, on the following conditions :—

(*a*) That no dividend be paid to the shareholders of the Ladies' College, Limited, until all moneys advanced by the States have been repaid in full.

(*b*) That the College shall not be sold without the consent of the States.”

(n) LOI SUR L'ÉDUCATION.

D'adopter les recommandations contenues dans les paragraphes 1 et 2 du dit rapport, et de référer les recommandations contenues dans le paragraphe 4 au Comité d'Instruction Publique Primaire, après que les recommandations dans le paragraphe 3 ont été retirés par le Comité.

(o) LOI SUR L'ÉDUCATION OBLIGATOIRE.

De rejeter les recommandations contenues dans le dit rapport.

(p) FINANCES DE L'ÉDUCATION PAROISSIALE.

De prier la Cour Royale d'étudier la recommandation du Comité :

“The Royal Court should either discontinue paying school-pence or treat all schools alike.”

et d'informer les États de sa décision.

D'adopter la recommandation dans le dit rapport :—

“Owing to the difficulty in getting boys to enter the teaching profession we suggest that the salaries of male Pupil Teachers be £14, £16, £20, £26, for the four years' apprenticeship.”

La recommandation dans le dit rapport

“We recommend only a maximum salary for Head Teachers, college trained and certificated in the largest schools : Men, £180 ; Women, £150.”

a été retirée par le Président du Comité.

De référer le deuxième paragraphe des dites recommandations sur le page 92 du rapport au Comité d'Instruction Primaire.

(q) PUPIL TEACHERS' CENTRE.

De référer au Comité d'Instruction Primaire les recommandations contenues dans l'alinéa (q) du dit rapport.

(r) BANQUE D'ÉPARGNES.

D'adopter les recommandations du dit Comité.

[Après quoi la séance a été remise à mercredi le 15 juillet à 11 heures du matin.]

LE 15 JUILLET, 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents: les membres qui furent présents à la séance du 17 juin 1914, à l'exception de James Esten de Jersey, écuyer, Juré, des Recteurs du Valle et de St. Samson, et de MM. Aylmer M. Drake et John Ferguson Carruthers, députés.

Aussi présents: Thomas William Mansell de Guérin, écuyer, Juré, les Recteurs de Torteval, de St. Pierre-du-Bois, et de St. Martin.

M. Frederick G. Fuzzey, délégué du Canton No. 4, a remplacé M. William Grant de Jersey.

M. Peter A. Mahy, délégué du Valle, a remplacé M. John Roussel.

M. John Brehaut, délégué de St. Pierre-du-Bois, a remplacé M. Thomas Corbin.

Son Excellence le Majeur-Général H. M. Lawson, C.B., Lieutenant-Gouverneur, aussi présent.

ADMINISTRATION DES PAUVRES.

CONSTRUCTION D'UN ASILE D'ALIÉNÉS SUR L'HÉRITAGE DE PUTRON.

VIII.—Les États ont été d'avis d'accepter l'esquisse numérotée 5 pour un asile d'aliénés pour 90 malades, c'est-à-dire 40 mâles et 50 femelles, pour être érigé sur l'héritage De Putron appartenant aux États.

V.—1914.

IX.—Les États ont été d'avis d'autoriser leur Comité de faire préparer par l'Ingénieur des États et le Surintendant des Travaux des États des plans complets avec spécifications et devis de l'esquisse qui a été acceptée par les États, lesquels plans, spécifications et devis seront envoyés à M. le Docteur E. Marriott Cooke, "Commissioner in Lunacy," pour obtenir ses remarques.

X.—Les États ont été d'avis d'approuver les recommandations de leur Comité pour l'administration future de l'Asile des Aliénés :—

1. Que le Comité sera composé de vingt-trois membres et sera constitué comme suit :—

(a) Deux membres élus par les Chefs de Famille de la paroisse de St. Samson.

Deux membres élus par les Chefs de Famille du Valle.

Un membre élu par les Chefs de Famille de chaque autre paroisse de la Campagne... .. 11

(b) Six membres par les Chefs de Famille de St. Pierre-Port... .. 6

(c) Six membres par les États 6

Total 23

2. Que le Comité choisira son Président et un Comité exécutif composé de sept membres.
3. Que trois des membres élus par les Chefs de Famille des paroisses de la Campagne, deux de ceux élus par les Chefs de Famille de St. Pierre-Port, et deux de ceux élus par les États, se retireront chaque année du dit Comité général mais seront toutefois ré-éligibles.

4. Qu'il sera décidé par le sort ou autrement lesquels des membres du dit Comité sortiront à la fin de la première et de la seconde année respectivement.
5. Que les Jurés-Justiciers de la Cour Royale ne soient pas éligibles sur le susdit Comité, vu la position qu'ils occupent comme Inspecteurs des Hôpitaux et des Asiles d'Aliénés.

XI.—Les États ont été d'avis d'approuver les recommandations de leur Comité :—

1. Quant au coût de construction et d'équipement du dit asile,
 - (a) De demander à M. le Baillif et MM. les Jurés-Justiciers de la Cour Royale de se charger de l'entier du susdit coût des fonds dont ils disposent.
2. Que le montant de maintien soit fixé par le Comité et que les paiements se fassent comme suit :—
 - (a) Que chaque paroisse soit responsable pour le maintien de ses pauvres aliénés.
 - (b) Que le maintien des aliénés particuliers soit payé par leurs représentants.
 - (c) Que le maintien des pauvres étrangers aliénés soit payé par le Trésorier des États.
3. Que toutes additions aux bâtiments dans l'avenir soient aux frais des États et toutes les dépenses ordinaires et les réparations soient mises au compte général annuel du maintien.

XII.—Les États ont été d'avis de prier la Cour Royale de préparer un Projet de Loi sur les décisions prises par les États où il y a lieu.

HAVRE DE ST. SAMSON.

DÉFONCEMENT DU FOND LE LONG DE LA CHAUSSEE DU SUD.

XIV.—Les États, en approuvant les démarches prises par le Comité du Havre de St. Samson pour la continuation du défoncement du dit havre le long du quai en face du bureau dit “South Weighbridge,” ont été d’avis de mettre à la disposition du dit Comité la somme de £100 stg., prise sur les revenus du dit havre, pour le mettre à même de défrayer le coût de cet ouvrage.

LE PERSONNEL DE L’ADMINISTRATION DES ÉTATS.

ÉTABLISSEMENT D’UN FONDS DE PRÉVOYANCE.

XV.—Les Etats ont été d’avis d’approuver les principes suggérés par le Comité des États nommé le 29 octobre 1913 chargé de considérer de tous les points de vue la question de l’établissement d’un Fonds de Prévoyance pour le personnel salarié et autres employés de l’Administration des États, et contenus dans le rapport ad interim du dit Comité en date du 11 avril 1914, pour former les bases d’un Fonds de Prévoyance ou Fonds de Retraite pour le dit personnel, et de référer la question de nouveau au susdit Comité afin qu’il puisse rediger un projet complet en indiquant le coût probable du dit projet.

ÉCROULEMENT DE MURAILLE À VAUVERT.

ACTION INTENTÉE PAR M. JEAN ANTHONY ETOR.

XVI.—Les Etats ont été d’avis d’approuver les paiements suivants faits par M. le Trésorier des États en conséquence d’un Jugement de la Cour Royale comme est mentionné dans sa lettre en date du 12 mai 1914, montant ensemble à la somme de £150 17s. 9d. stg. laquelle a été prise sur le Revenu Général des États pour l’année 1913, savoir :—

Le coût des travaux ordonnés par la Cour	£103	1	6
Les frais curiaux des Connétables de St. Pierre-			
Port	17	7	11
Les frais curiaux du Sieur Jean Anthony Etor .	6	13	2
Le compte de l'Avocat V. G. Carey	23	15	2
	<hr/>		
	£150	17	9
	<hr/>		

XVII.—Les États ont été d'avis de déclarer que l'action intentée par le Sieur Jean Anthony Etor contre les États à rebâtir tant la partie écroulée de la muraille du jardin du dit Etor situé à Vauvert qu'une latrine qui est aussi tombée, le tout comme est mentionné dans la susdite lettre du Trésorier des États, ne soit plus contestée.

RUE DE LA FONTAINE.

BAIL À RENTE DE L'ANCIEN BUREAU DES ÉTATS.

XVIII.—Les États ont été d'avis d'autoriser M. le Trésorier des États à passer contrat juridique avec les fidéicommissaires de la Société de Bienfaisance dite "Pride of Sarnia Lodge, Manchester Unity, Independent Order of Oddfellows," pour le bail à rente de l'ancien Bureau des États situé à la Rue de la Fontaine pour le prix et somme de £1,200 stg., comme il est mentionné dans la lettre de M. l'Assistant du Trésorier des États en date du 16 mai 1914.

TOUR VICTORIA.

RÉPARATIONS AU SÉMAPHORE.

XIX.—Les États ont été d'avis de voter une somme qui n'excédera pas £7 stg. pour porter à exécution les travaux nécessaires au sémaphore sur la Tour Victoria, comme il est indiqué dans le rapport de l'Ingénieur des États en date du

25 mars 1914, et ont statué que la dite somme sera prise sur le revenu général des États sous le titre du Budget dit "Public Monuments."

ANCIENS MONUMENTS DE L'ÎLE.

PROTECTION DU DOLMEN À L'ISLET.

XX.—Les États ont été d'avis d'ouvrir à leur Comité chargé du soin des anciens monuments de l'île, un crédit de £70 stg. pour l'érection d'une grille autour du dolmen situé à l'Islet qu'ils ont été d'avis d'acquérir le 2 avril 1913 ; et ont statué que la dite somme sera prise du revenu ordinaire des États pour l'année courante.

INSTRUCTION PUBLIQUE PRIMAIRE.

ÉCOLES À AMHERST.

AMÉLIORATION AU TERRAIN DE RÉCRÉATION.

XXIII.—Les États ont été d'avis de voter une somme qui n'excédera pas £37 10s. stg. pour être appliquée aux travaux suggérés dans le rapport de M. l'Architecte W. V. Quilter et recommandés par le Comité des États pour l'Instruction Publique Primaire suivant la lettre du Président du dit Comité en date du 19 mai 1914, pour l'amélioration du terrain de Récréation des Écoles à Amherst, et ont statué que la dite somme sera prise de l'emprunt spécial de £150,000, et ce à condition que la paroisse de St. Pierre-Port fournisse pareille somme.

[Après quoi la séance a été remise à mercredi le 22 juillet courant à onze heures du matin.]

LE 22 JUILLET 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents : les membres qui furent présents à la séance du 17 juin 1914, à l'exception de George Herbert Le Mottée et John Leale, écuyers, Jurés, des Recteurs du Valle, de St. André, de la Forêt, des délégués du Canton No. 2, MM. Aylmer Drake et John Ferguson Carruthers, députés.

Aussi présents : Thomas William Mansell de Guérin, écuyer, Juré, le Recteur de St. Martin, le Recteur du Castel, et MM. Harold H. Randell et James Le Page, députés.

M. R. G. Agnew, délégué du Canton No. 3, a remplacé M. Henry D. Ollivier.

M. W. N. Langlois, délégué du Canton No. 4, a remplacé M. William Grant de Jersey.

M. Nicolas Robert, délégué de St Samson, a remplacé M. Pierre Blampied.

M. Peter A. Mahy, délégué du Valle, a remplacé M. John Roussel.

M. John Brehaut, délégué de St. Pierre-du-Bois, a remplacé M. Thomas Corbin.

PROJET DE LOI.

LOI RELATIVE AUX AUTOMOBILES.

XIII.—Les États ont été d'avis d'adopter avec certaines modifications le projet de loi intitulé "Loi relative aux Automobiles," à l'exception des articles 3 et 17 du dit projet lesquels sont remis à la considération d'un comité composé de Julius Bishop, et James Esten de Jersey, écuyers, Jurés, et MM. Edward T. Wheadon, Peter A. Mahy, James R. Gibbons, Daniel M. Le Cheminant et Thomas Bisson, lequel en fera son rapport aux États dans un bref délai ; duquel projet ainsi modifié et adopté la teneur suit :—

LOI RELATIVE AUX AUTOMOBILES.

Article Général.

Le mot "automobile" employé dans la présente loi s'appliquera à tout véhicule circulant sur les routes, rues et chemins publics, autres que la voie ferrée, dont la force motrice sera ou pourra être en tout ou en partie, soit la vapeur, soit l'huile, soit l'électricité ou autre force mécanique, à l'exception des grues et rouleaux compresseurs des Etats, et des moteurs à incendie.

1.—Tout propriétaire d'automobile en cette île sera tenu dans le mois de décembre de chaque année, et dans le courant d'un mois s'il devient propriétaire d'un automobile par après, de déclarer par écrit au Superviseur de la Chaussée le nombre d'automobiles dont il est propriétaire, sous peine d'une amende qui n'excédera pas £2 stg.

Sera également tenu sous pareille amende et dans le courant d'un mois de faire la déclaration susdite, tout propriétaire sujet à obtenir une licence après deux mois de sa résidence.

2.—Sur les déclarations ci-dessus le Superviseur de la Chaussée accordera licence par écrit de garder pendant l'année pour laquelle la déclaration a été faite les automobiles mentionnés dans les dites déclarations en recevant les sommes ci-dessous mentionnées.

4.—Les licences seront annales et expireront le 31 décembre de chaque année.

5.—Le produit des licences sera appliqué à l'entretien des Voies Publiques.

6.—Il est défendu à toute personne de faire circuler un automobile sur la voie publique pendant au delà d'une semaine sans avoir reçu une licence de garder le dit automobile aux fins de l'article 2 de la présente loi, sous peine d'une amende en Police Correctionnelle n'excédant pas £5 stg. et pour toute infraction subséquente d'une amende n'excédant pas £10 stg. ou d'emprisonnement n'excédant pas un mois.

Sont exceptés ceux qui n'auront pas résidé deux mois dans cette île, et ceux qui auront fait enregistrer leur automobile et auront obtenu l'autorisation du Superviseur de la Chaussée ou d'autre autorité compétente suivant aux provisions d'une loi ayant rapport à la Convention Internationale relative à la circulation des Automobiles qui aura été enregistrée sur les records de cette île.

7.—Il est défendu à toute personne de conduire un automobile sur la voie publique sans avoir reçu à cet effet une autorisation délivrée par le Superviseur de la Chaussée ou autre autorité compétente sous peine d'une amende en

Police Correctionnelle n'excédant pas £1 stg. et pour toute infraction subséquente d'une amende n'excédant pas £5 stg. ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

8.—Les autorisations seront par écrit, datées et signées du Superviseur de la Chaussée.

Elles contiendront les noms et l'adresse de l'impétrant.

Elles seront annales et expireront le 31 décembre de chaque année.

9.—L'autorisation de conduire un automobile ne peut être accordée à des personnes âgées de moins de 17 ans. Toutefois une autorisation de conduire une motocyclette peut être accordée à une personne âgée de 14 ans et au delà.

10.—Il sera payé pour chaque autorisation et chaque renouvellement la somme de dix pennis stg. Le net produit des autorisations sera appliqué à l'entretien des Voies Publiques.

11.—Le Superviseur de la Chaussée gardera un registre des noms et des adresses des personnes auxquelles des autorisations auront été accordées.

12.—Tout Connétable et Assistant-de-Connétables aura le droit d'exiger de toute personne conduisant un automobile la production d'une autorisation à conduire. Celui qui refusera de produire son autorisation ou à défaut d'autorisation de fournir ses noms et adresse, lorsque dûment requis à cet effet, sera passible en Police Correctionnelle d'une amende n'excédant pas £5 stg. ou d'emprisonnement n'excédant pas un mois.

13.—Lorsque le conducteur d'un automobile sera condamné pour l'infraction d'une Ordonnance de la Cour Royale par rapport à la circulation sur la voie publique de l'automobile, la Cour pourra, outre la pénalité,

Soit, suspendre l'autorisation pour tel terme qu'elle trouvera à propos,

Soit dans le cas où le conducteur n'est pas muni d'une autorisation, juger qu'il sera disqualifié pendant un certain temps à demander une autorisation.

14.—Celui dont l'autorisation a été suspendue sera tenu de la produire au bureau du Greffe dans les 24 heures de la sentence afin que la sentence y soit endossée sous peine d'une amende n'excédant pas £5 stg.

15.—Sera passible d'une amende n'excédant pas £2 stg. et pour toute infraction subséquente d'une amende n'excédant pas £5 stg. :—

V.—1914.

- (a) Celui qui, ayant été jugé par la Cour disqualifié à demander une autorisation aux fins de l'article 13, l'aura pourtant demandée du Superviseur de la Chaussée ou d'autre autorité compétente dans le terme d'interdiction.
- (b) Celui dont l'autorisation a été endossée qui demandera ou obtiendra du Superviseur de la Chaussée ou d'autre autorité compétente une autre autorisation sans faire savoir au dit Superviseur ou autre autorité compétente que son autorisation d'origine a été endossée.

16.—Seront exemptés des provisions de la présente loi à l'exception des Articles 7, 12, 13, 14 et 15, ceux qui auront fait enregistrer leur automobile et auront obtenu une autorisation de conduire du Superviseur de la Chaussée ou d'autre autorité compétente, suivant aux provisions d'une loi ayant rapport à la Convention Internationale relative à la circulation des Automobiles qui aura été enregistrée sur les records de cette île.

Est la Cour Royale autorisée à passer toutes et telles Ordonnances qu'elle croira nécessaires pour la mise en exécution de la présente loi.

Sont et demeurent rappelés, (a) la partie de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil du 10 août 1903 enregistré sur les Records de cette île le 22 août 1903 qui autorise la levée d'une taxe d'une livre sterling sur les Automobiles, (b) l'alinéa (5) de l'article 2 de la loi relative à l'entretien des Voies Publiques sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil du 14 novembre 1904, enregistré sur les Records de cette île le 26 novembre 1904.

PROJET DE LOI.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI RELATIVE À L'APPLICATION DES PEINES TANT AU CRIMINEL QU'EN POLICE COR- RECTIONNELLE (1856).

XXI.—Les Etats ont été d'avis d'adopter le Projet de Loi intitulé " Loi supplémentaire à la Loi relative à l'application des peines tant au Criminel qu'en Police Correctionnelle (1856)," avec telles modifications qu'il leur a plu y apporter, et d'autoriser M. le Baillif à présenter, au nom des États, une très humble requête à Sa Majesté le Roi en Conseil le priant d'y accorder Sa Sanction Royale, duquel projet ainsi modifié et adopté la teneur suit :—

lxxii.

1.—Pourront être accusées devant la Cour Royale à se voir adjuger à telle peine, punition ou châtement Corporel que la Cour trouvera condigne et, si elles sont trouvées coupables, seront passibles d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans avec ou sans travail forcé :—

Les personnes qui font le métier de dire la bonne aventure, ou d'expliquer les songes ou de prédire l'avenir, ainsi que celles qui exercent l'art prétendu de la sorcellerie.

2.—Pourront toujours les susdites personnes être traduites en Police Correctionnelle et, si elles sont trouvées coupables, seront censées Vagabonds et seront passibles d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois avec ou sans travail forcé.

3.—Est rappelé l'alinéa 8 de l'article 10 de la Loi relative à l'Application des Peines tant au Criminel qu'en Police Correctionnelle sanctionnée par l'Ordre en Conseil du 24 juin 1856, enregistré sur les Records de cette Ile le 5 juillet 1856.

PROJET DE LOI.

LOI RELATIVE AU CADASTRE GÉNÉRAL DE L'ÎLE.

XXII.—Les États ont été d'avis de prier M. le Président de reproduire l'article XXII. dans un prochain Billet d'Etat.

AUX ÉTATS

DE

L'ÎLE DE GUERNESEY,

Tenus le 26 août 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif ; présents : Ernest Collas, George Herbert Le Mottée, Julius Bishop, John Bonamy Collings, Adolphus John Hocart, John Leale, Thomas William Mansell de Guérin, Lionel Slade Carey, James Esten de Jersey, Hubert George de Carteret Stevens Guille et William de Prélaz Crousaz, écuyers, Jurés.

Le Très-Rev. Thomas Bell, Recteur du Valle.

Le Révérend J. Ughtred Pilbeam, Recteur de St. André.

„	Isaac H. Bibby,	„	de St. Sauveur.
„	E. F. P. Colman,	„	de la Forêt.
„	Wm. J. Ozanne,	„	de St. Martin.
„	Pedro S. Mesny,	„	du Castel.

Monsieur le Procureur du Roi.

MM. C. G. de la Mare et	}.....{	Délégués de la Douzaine de	
J. E. Blicq,		St. Pierre-Port.	
E. C. Le Cheminant		Délégué du Canton No. 1.	
N. A. Cohu	„	„	No. 2.
Henry Le Pelley	„	„	No. 3.
John S. Head	„	„	No. 4.

VI.—1914.

MM. Nicolas Robert	Délégué de St. Samson.
William Corbet.....	„ du Valle.
A. J. Mauger.....	„ du Castel.
Jean A. Simon	„ de St. Sauveur.
George Langlois	„ de St. Pierre-du-Bois.
Jean Brehaut.....	„ de Torteval.
Dan Tostevin.....	„ de la Forêt.
Thomas Martin	„ de St. Martin.
Jean P. Sarre	„ de St. André.

MM. Aylmer M. Drake,	} Députés.
James Rossiter Gibbons,	
Harold H. Randell,	
John E. Dorey,	
Thomas Bisson,	
John F. Carruthers,	
Thomas H. Ogier,	
James Le Page,	

Son Excellence le Majeur-Général H. M. Lawson, C.B., Lieutenant-Gouverneur, aussi présent.

Après lecture du Billet de M. le Baillif en date du 25 juillet 1914, envoyé à MM. les membres des États,

Les États ont délibéré et décidé comme suit :—

LES COMPTES DU SUPERVISEUR DE LA CHAUSSÉE POUR 1913.

I.—Les États ont approuvé les Comptes du Supérieur de la Chaussée pour l'année 1913.

LES COMPTES DES ÉCOLES INTERMÉDIAIRES POUR 1913.

II.—Les États ont approuvé les Comptes des Écoles Intermédiaires pour l'année 1913.

LES COMPTES DU CONSEIL DES RUES POUR 1913.

III.—Les États ont approuvé les Comptes du Conseil des Rues pour l'année 1913.

**LES COMPTES DU RÉSEAU DES TÉLÉPHONES POUR
1913.**

IV.—Les États ont approuvé les Comptes du Réseau des Téléphones pour l'année 1913.

LES COMPTES DU COLLÈGE ÉLISABETH POUR 1913.

V.—Les États ont approuvé les Comptes du Collège Élisabeth arrêtés au 6 janvier 1914.

ASSEMBLÉE SPÉCIALE DES ÉTATS

DE

L'ÎLE DE GUERNESEY,

Tenue le 26 août 1914.

Pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents: les Membres qui furent présents à l'Assemblée des Etats tenue ce jour.

Son Excellence le Majeur-Général H. M. Lawson, C.B., Lieutenant-Gouverneur, aussi présent.

Après lecture du Billet de M. le Baillif, en date du 22 août 1914, envoyé à MM. les membres des États :

Les États ont délibéré et décidé comme suit :—

LA MILICE ROYALE.

DÉPENSES.

I.—Les Etats ont été d'avis d'ouvrir un crédit de £10,000 stg., à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur pour les dépenses de la Milice Royale, comme il est mentionné dans sa lettre en date du 19 août 1914, et ont été d'avis de référer la question d'où la dite somme sera prise au Comité des Finances des États.

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant prié les États de nommer un Comité avec lequel il pourrait s'aboucher par rapport à la question financière de la Milice Royale, les États ont nommé le Comité des Finances des États.

VII.—1914.

LA MILICE ROYALE.

AMÉLIORATIONS AUX ARSENAUX.

II.—Les Etats ont été d'avis de voter une somme qui n'excédera pas £32 6s. 7d. stg. pour être appliquée à porter à exécution les travaux à trois des Arsenaux de la Milice énumérés dans le rapport du Surintendant des Travaux des États en date du 8 juillet 1914, et ont été d'avis que cette somme de £32 6s. 7d. soit prise du revenu ordinaire de l'année courante.

BILLET D'ÉTAT.

MERCREDI, LE 30 SEPTEMBRE 1914.

OBJETS DE DÉLIBÉRATION :

Nouveaux Membres—

Comité pour le Havre de St. Samson, p. 291.

Comité pour la Construction de Maisons, etc., p. 294.

Comité pour la Rue de la Fontaine et les Marchés, p. 295.

Comité pour l'Établissement d'une Police des États, p. 295.

Loi relative au Cadastre Général de l'Ile (Projet de Loi), p. 296.

La Charge de Douzenier des Paroisses de la Campagne (Requête),
p. 299.

Havre de St. Samson (Pavage d'un Dévaloir), p. 303.

La Milice Royale—Dépenses (Rapport du Comité des Finances), p. 305.

“King Edward Sanatorium” (Admission de Malades atteints de
Phthisie), p. 306.

La Milice Royale (Confection des Listes de Mâles par les Connétables),
p. 307.

Nouveaux Bureaux des États (Clôture du Site et Ameublement),
p. 309.

Pauvres Étrangers (Contributions payées par les États pour soins
médicaux), p. 311.

L'héritage de Beau Séjour, L'Hyvreuse, St. Pierre-Port, p. 315.

“Guernsey Amateur Swimming Club” (Nouveaux Règlements du
Concours pour la Coupe présentée par les États), p. 321.

La Question Générale de l'Éducation, p. 323.

Emission de Billets de Banque des États, p. 328.

Santé Publique (Achat d'un Appareil dit “Electrolytic Disinfectant
Plant), p. 332.

La Voirie Publique (Réparations), p. 334.

APPENDICE :

Rapport de l'Officier de la Santé Publique, 1913.

VIII—1914.

BILLET D'ÉTAT.

À MESSIEURS LES MEMBRES DES ÉTATS
DE L'ÎLE DE GUERNESEY.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous avertir qu'il se tiendra une Assemblée Générale des États de Délibération dans la Salle d'Audience, mercredi, le 30 septembre 1914, à onze heures du matin.

COMITÉ POUR LE HAVRE DE
ST. SAMSON.

NOUVEAU MEMBRE.

Lettre de M. le Président.

States Office, Guernsey, June 22nd, 1914.

SIR,

I have the honour to inform you that in the preparation of the request for the election of a member to replace the late John N. Brouard, Esq., Jurat, on the Committee for the Harbour of St. Sampson, it was deemed necessary to refer to the original constitution of the Committee which was found in two decisions of the States, viz. :—

VIII.—1914.

November 1st, 1837.

5.—Sur les doutes exprimées par plusieurs Pilotes à savoir si les travaux projetés au Hâvre de Saint Samson suivant le plan présenté aux États ne seraient pas nuisibles à la sureté des navires dans le dit Hâvre; les États nomment Jean Guille, H. O. Carré, Frederic Mansell, & Harry Dobrée, Ecers., Jurés, un des douzéniers de Saint Pierre-Port, un des douzéniers de Saint Samson, & un des douzéniers du Valle pour leur Comité, qui après avoir donné connaissance au public du jour où ils se rendront sur les lieux, examineront les objections faites par les dits pilotes & prendront note des plans & propositions qu'eux & autres personnes presentes désiraient substituer au plan qui est devant les États; le tout afin que rapport en soit fait aux États avant de rien entreprendre.

April 17th, 1839.

3. Qu'ils sont d'avis d'adopter les mesures proposées par leur Comité pour le Havre de Saint Sampson suivant leur rapport ci-joint, et ils autorisent le dit Comité de procéder de suite aux fins du dit rapport et du présent article. Et en ajoutation aux membres du dit Comité, en sera adjoint un autre du choix de la Douzaine du Valle.

The composition of the Committee was therefore as follows :—

4 members elected by the States.

1	„	„	from the Douzaine of St. Peter-Port.
1	„	„	„ „ St. Sampson.
2	„	„	„ „ the Vale.

—
8

During the year 1855 Jurat Edgar MacCulloch, who was Supervisor (1853-1855), attended the meetings of the Committee presumably in the place of Jurat Frederic Mansell, who was not replaced on the Committee. Every Supervisor since then appears to have followed the example set by Jurat MacCulloch.

As no steps were taken to replace Jurat Harry Dobrée, jun., who left the island during the year 1856, only two members have been elected by the States and the composition of the Committee has since been as follows :—

VIII.—1914.

2 members elected by the States.

1 „ Supervisor, *ex-officio*.

1 „ elected from the Douzaine of St. Peter-Port.

1 „ „ „ „ St. Sampson.

2 „ „ „ „ the Vale.

7

I was therefore instructed to request you, Sir, to be good enough to submit this matter to the States with the following propositions:—

“ S'ils sont d'avis :—

Soit (a) de nommer un membre au Comité du Havre de St. Samson, pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., Juré, décédé, et de statuer que le dit Comité sera composé à l'avenir de sept membres ;

Soit (b) de nommer deux membres au Comité du Havre de St. Samson créé aux fins des délibérations des États du 1er novembre 1837 et du 17 avril 1839 et de statuer que le dit Comité sera composé à l'avenir de huit membres.”

I have, &c., &c.,

ERNEST COLLAS,

President, Committee for the Harbour of
St. Sampson.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States of Guernsey.

Il plaira aux États délibérer :—

I.—S'ils sont d'avis :—

Soit (a) de nommer un membre au Comité du Havre de St. Samson pour remplacer Jean Nant Brouard, écr., Juré, décédé, et de statuer que le dit Comité sera composé à l'avenir de sept membres ;

VIII.—1914.

Soit (b) de nommer deux membres au Comité du Havre de St. Samson créé aux fins des délibérations des États du 1er novembre 1837 et du 17 avril 1839, et de statuer que le dit Comité sera composé à l'avenir de huit membres."

COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DE MAISONS ET BÂTIMENTS, ETC.

NOUVEAU MEMBRE.

Lettre de M. le Président.

Bureau des Etats, Guernesey, le 17 juillet 1914.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien soumettre une proposition aux États les invitant à nommer un membre au Comité pour la Construction de Maisons, &c., pour remplacer Mons. le Colonel W. Grant de Jersey qui a cessé d'être membre des États.

Veillez agréer, etc., etc.,

G. E. KINNERSLY,

Président.

William Carey, Écr., Baillif,
et Président des États de Guernesey.

Il plaira aux Etats :—

II.—Nommer un membre du Comité pour la construction de maisons et bâtiments et tracement de routes et chemins, pour remplacer M. le Colonel W. Grant de Jersey qui a cessé d'être membre des États.

VIII.—1914.

COMITÉ POUR LA RUE DE LA FONTAINE ET LES MARCHÉS. NOUVEAU MEMBRE.

Lettre de M. le Président.

Bureau des États, Guernesey, le 17 juillet 1914.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien soumettre une proposition aux États les invitant à nommer un membre au Comité pour la Rue de la Fontaine et les Marchés pour remplacer M. le Colonel W. Grant de Jersey qui a cessé d'être membre des États.

Veuillez agréer, etc., etc.,

JULIUS BISHOP,

Président.

William Carey, Écr., Baillif,
et Président des États de Guernesey.

Il plaira aux États :—

III.—Nommer un membre du Comité pour la Rue de la Fontaine et les Marchés pour remplacer M. le Colonel W. Grant de Jersey qui a cessé d'être membre des États.

COMITÉ POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE POLICE DES ÉTATS. NOUVEAU MEMBRE.

Lettre de M. le Président.

Bureau des États, Guernesey, le 17 juillet 1914.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien soumettre une proposition aux États les invitant à nommer un membre au Comité

VIII.—1914.

nommé le 8 janvier 1913 pour étudier la question de l'établissement d'une Police des États pour remplacer Mons. le Colonel W. Grant de Jersey qui a cessé d'être membre des États.

Veillez agréer, etc., etc.,

JOHN LEALE,
Président.

William Carey, Écr., Baillif,
et Président des États de Guernesey.

Il plaira aux États :—

IV.—Nommer un membre du Comité pour l'Établissement d'une Police des États pour remplacer M. le Colonel W. Grant de Jersey qui a cessé d'être membre des États.

PROJET DE LOI.

LOI RELATIVE AU CADASTRE GÉNÉRAL DE L'ÎLE.

Aux Chefs-Plaids d'après Pâques remis au 23 mai 1914, pardevant William Carey, écuyer, Baillif; présents: Ernest Collas, Julius Bishop, John Bonamy Collings, Adolphus John Hocart, John Leale, Thomas William Mansell de Guérin, Lionel Slade Carey, James Esten de Jersey et Hubert George de Carteret Stevens Guille, écuyers, Jurés.

La Cour, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, a adopté un Projet de Loi intitulé "Loi relative au Cadastre Général de l'Île;" et est Monsieur le Baillif prié de mettre le dit projet devant les États afin que s'ils l'approuvent il soit soumis à Sa Majesté en Conseil pour Sa Sanction Royale, duquel projet la teneur suit :—

VIII.—1914.

LOI RELATIVE AU CADASTRE GÉNÉRAL DE L'ÎLE.

Titre I.

I.—Toutes les contributions foncières, soit des États, soit des Paroisses, se lèveront d'après un Cadastre, lequel sera sous les soins d'un Comité des États et sera rectifié d'an en an aux frais des États, sauf le paiement des experts nommés par les paroisses suivant l'Article III. Le Cadastre sera celui déjà existant qui a été dressé d'après la Loi sur l'Entretien des Voies Publiques.

II.—Le dit Comité sera composé de neuf membres, savoir :—Le Superviseur de la Chaussée ; un juré de la Cour Royale ; le Recteur d'une des paroisses de l'île ; un membre de la paroisse de Saint Pierre-Port ; un membre des paroisses de St. Samson, du Valle et du Castel ; un membre des paroisses de St. Sauveur, St. Pierre-du-Bois et de Torteval ; un membre des paroisses de la Forêt, St. Martin et de St. André ; et de deux députés des États.

Le Superviseur sera membre ex-officio, deux des autres membres sortiront de charge à la fin de chaque année mais seront ré-éligibles.

Ces huit membres sortiront de charge à tour de rôle comme suit :—

A la fin de la première année le juré et le membre de la paroisse de St. Pierre-Port ;

A la fin de la deuxième année le membre des paroisses de St. Samson, du Valle, et du Castel, et le membre des paroisses de St. Sauveur, St. Pierre-du-Bois, et de Torteval ;

A la fin de la troisième année le Recteur et un député des États ;

A la fin de la quatrième année le membre des paroisses de la Forêt, St. Martin, et de St. André, et un député des États ;

et ainsi de suite.

III.—Le dit Comité se fera assister par deux experts pour toute l'île lesquels seront nommés par le Comité et payés par les États. Ils seront aidés dans chaque paroisse par deux experts nommés par les Connétables et Douzeniers de la dite paroisse aux frais de la dite paroisse.

IV.—Les dits experts seront assermentés devant la Cour Royale.

V.—Pour faire leur évaluation le Comité des États, les experts ou ceux préposés pour rectifier le Cadastre, auront le droit d'entrer dans les héritages et autres propriétés.

Titre II.**DE LA RECTIFICATION DU CADASTRE.**

VI.—Le Cadastre sera rectifié d'an en an.

VII.—Tout propriétaire, usufruitier, curateur aux biens, tuteur et procureur d'un propriétaire, et tout saisi d'héritage et agent, est tenu dans le mois d'octobre

de chaque année d'envoyer aux Connétables de la paroisse où la propriété est située, pour être transmis par eux au Superviseur de la Chaussée, avis d'aucun changement ou addition, s'il y en a, qui nécessite une rectification dans le Cadastre.

Si c'est un transfert de propriété dont il s'agit, l'acheteur notifiera le transfert au Superviseur et demeurera responsable pour toute contribution due. Dans le cas d'un partage d'héritage la personne à laquelle la première Bille est échue sera tenue de faire la dite notification.

Le tout sous une pénalité n'excédant pas une livre sterling applicable moitié à Sa Majesté et moitié aux États.

VIII.—Le Superviseur conjointement avec les Connétables de chaque paroisses donnera connaissance chaque année, par le moyen d'une annonce dans la partie officielle de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles, que la partie du Cadastre qui a rapport à la paroisse sera déposée à un lieu dans la dite paroisse désigné dans la dite annonce, pour l'inspection des contribuables, pour dix jours pendant la première quinzaine du mois de décembre.

Avant la fin de décembre tout contribuable pourra signifier par écrit aux Connétables de la paroisse où la propriété pour laquelle il est responsable est située, quelque inexactitude par laquelle il est lésé.

Bien entendu que le fait de n'avoir pas envoyé une signification aux fins que dessus n'empêchera pas un contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières.

IX.—Les Connétables devront soumettre les significations à leur Douzaine et ensuite les envoyer avec leurs observations au Superviseur de la Chaussée avant la fin de janvier.

X.—Sur les significations envoyées, le dit Comité des États pourra corriger le Cadastre, après quoi, si le contribuable n'est pas satisfait, le Comité priera la Cour Royale d'autoriser un Commis, pour devant le dit Commis, régler les différends élevés par les significations. Néanmoins si l'une ou l'autre partie le requiert, le dit Commis devra remettre le différend à la Cour Ordinaire dont la décision sera finale.

XI.—Le Superviseur de la Chaussée fournira chaque année aux Connétables de chaque paroisse une copie de telle partie du Cadastre, après qu'il aura été rectifié, qui a rapport à la dite paroisse avant le premier du mois de mars.

Le coût des rectifications sera aux frais des paroisses.

XII.—Sont rappelés en ce qu'ils concernent seulement le Cadastre y mentionné, les articles suivants des Lois sous-mentionnées, savoir :—

VIII.—1914.

- a) Articles 8, 10, 11, 18, 19 et 20 de la Loi relative à la Taxation Paroissiale (1868).
- (b) Articles 2, 4, 15, 16, 17 et 18 de la Loi qui détermine les Procédures à suivre lors de la Levée d'une Taxe Générale (1871).
- (c) Articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la Loi relative aux Égouts de la Ville et Paroisse de Saint Pierre-Port (1899).
- (d) Articles 8, 9, 10, 11 et 12 de la Loi relative aux Égouts de la Paroisse de Saint Samson (1900).
- (e) Article 8 de la Loi Supplémentaire à la Loi relative à la Taxation Paroissiale (1911).

Sera le Cadastre dressé d'après la loi sur l'Entretien des Voies Publiques (1904) substitué aux Cadastres mentionnés dans les susdites Lois.

Il plaira aux États délibérer :—

V.—S'ils sont d'avis d'adopter le susdit Projet de Loi intitulé "Loi relative au Cadastre Général de l'Ile," avec telles modifications qu'il leur plaira y apporter, et d'autoriser M. le Baillif à présenter, au nom des États, une très humble Requête à Sa Majesté le Roi en Conseil le priant d'y accorder Sa Sanction Royale.

LA CHARGE DE DOUZENIER DES PAROISSES DE LA CAMPAGNE.

Requête.

A William Carey, écuyer, Baillif, et Président des Etats de l'Ile de Guernesey.

L'humble Requête des Connétables et Douzeniers de la paroisse du Câtél et des autres membres des États de cette île, soussignés,

REMONTRE—

Que par l'ancienne coutume de cette île, aucun ne peut être
VIII.—1914.

choisi Douzenier d'une des paroisses de la Campagne de cette île à moins qu'il n'ait auparavant exercé la charge de Connétable.

Que jusqu'à l'année mil huit cent cinquante et un cette coutume s'appliquait tant à la paroisse de St. Pierre-Port qu'aux paroisses de la Campagne.

Que par Ordre en Conseil en date du dix-sept juillet, mil huit cent cinquante et un enregistré sur les Records de cette île, confirmant et ratifiant une Ordonnance passée aux Chefs Plaids d'après Noël tenus le vingt janvier mil huit cent cinquante et un, et approuvée par les Etats de cette île le neuf avril, mil huit cent cinquante et un, il a été ordonné que les Douzeniers des Cantons de la dite paroisse de Saint Pierre-Port, après qu'ils auraient été en charge pendant trois ans, seraient éligibles à la charge de Douzenier de la dite paroisse de Saint Pierre-Port, sans avoir préalablement géré la charge de Connétable, pourvu qu'ils eussent les qualifications à ce requises par les lois et coutumes de cette île, et bien entendu qu'il n'y aurait pas à un même temps au delà de quatre Douzeniers de la dite paroisse qui n'eussent géré la charge de Connétable.

Que par un autre Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du dix-sept septembre mil neuf cent, enregistré sur les Records de cette île le treize octobre mil neuf cent, rappelant les Articles 1 et 2 de la dite Ordonnance de mil huit cent cinquante et un, et sanctionnant la loi intitulée "Loi relative à la Douzaine de la ville et paroisse de Saint Pierre-Port," il a été ordonné que tout Chef de Famille de la dite paroisse dont la propriété est taxée à la somme de Trente quartiers et au delà sera éligible à la charge de Douzenier de la dite ville et paroisse de Saint Pierre-Port.

Que par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du huit août, mil huit cent nonante neuf, enregistré sur les Records de cette île le vingt-six août, mil huit cent nonante neuf, sanctionnant la Loi relative à la Réforme des États de Délibération, il a été ordonné que les Douzaines seront renouvelées tous les six ans, les plus anciens Douzeniers devant sortir de charge à la fin de chaque année dans la manière indiquée dans la dite loi.

Que depuis la promulgation de la dite loi de mil huit cent nonante neuf le personnel des Douzaines se change plus souvent qu'auparavant, et que l'expérience a démontré que les plus anciens Douzeniers, en sortant de charge conformément à la dite loi, se profitent de l'occasion de se démettre des affaires publiques, et ne s'offrent pas pour la ré-élection.

Que par conséquent il devient de plus en plus difficile à trouver parmi les chefs de famille des paroisses lors d'une vacance dans la Douzaine, ceux qui, ayant géré la charge de Connétable sont éligibles à la charge de Douzenier.

Que les Connétables ont la chef administration des affaires et la présidence de la Douzaine de leur paroisse.

Que les fonctions des Connétables sont devenues de plus en plus difficiles et importantes, et qu'il est fortement de l'intérêt public que les Connétables soient choisis, autant que possible, parmi ceux des chefs de famille de la paroisse qui, ayant servi un stage dans la Douzaine, ont quelque expérience de l'administration des affaires paroissiales.

Que par l'Ordonnance de la Cour Royale passée aux Chefs-Plaids d'après Noël remis au vingt-quatre février 1914, est éligible à la charge de Connétable et de Douzenier d'une des paroisses de la Campagne de cette île tout contribuable qui habite la paroisse et dont le montant du bien effectif de ses biens meubles et de ses immeubles dans la paroisse ajouté au montant de ses rentes venantes n'est pas moindre de dix quartiers.

Ces prémisses considérées vos Remontrants vous prient très humblement de soumettre aux États de cette île, dans un prochain "Billet d'État" s'ils sont d'avis d'entretenir la présente requête, et s'ils sont d'avis de prier la Cour Royale de rédiger un Projet de Loi ordonnant qu'à l'avenir il ne sera plus nécessaire que celui qui est élu à la charge de Douzenier

VIII.—1914.

d'une des paroisses de la Campagne de cette île ait préalablement exercé la charge de Connétable.

Et vos remontrants seront tenus de prier, etc.

Guernesey, ce 28 février 1914.

F. C. LUCAS, }
E. DE GARIS, } Connétables.

Pour et au nom de la Douzaine du Castel.

O. PRIAULX, }
W. D. MURDOCH, } Connétables.

Pour et au nom de la Douzaine de St. Pierre-Port.

JNO. ROUSSEL, Douzenier du Valle.

W. CORBET, Constable, Vale.

O. P. GALLIENNE, }
J. ROBILLIARD, } Connétables.

Pour et au nom de la Douzaine de Torteval.

J. A. RABEY, }
SILVESTER RABEY, } Connétables.

Pour et au nom de la Douzaine de St. Martin.

A. M. DRAKE, Député.

H. H. RANDELL, Député.

JEAN E. DOREY, Député.

JAMES LE PAGE, Député.

J. F. CARRUTHERS, M.D., Député.

P. S. MESNY.

Il plaira aux États délibérer :—

VI.—Si, en accueillant la requête signée de MM. les Connétables de la paroisse du Castel et autres membres des États en date du 28 février 1914, ils sont d'avis de prier la Cour Royale de rédiger un Projet de Loi ordonnant qu'à l'avenir il ne sera plus nécessaire que celui qui est élu à la charge de Douzenier d'une des paroisses de la Campagne de cette île ait préalablement exercé la charge de Connétable.

VIII.—1914.

HAVRE DE ST. SAMSON.

PAVAGE D'UN DÉVALOIR.

Lettre de M. le Président du Comité.

States Office, Guernsey, June 16th, 1914.

SIR,

At a meeting of the Committee for the Harbour of St. Sampson's, held on the 27th April last, the attention of the members was drawn to the state of the surface of the slipway at the South-West angle of the central harbour and near the Harbour Master's Office.

The States Engineer was then instructed to prepare a report, with estimate, of the cost for surfacing the slipway in such a manner as to render it easier of passage and of upkeep.

The slipway does not appear to have ever been paved but was surfaced in macadam. Whilst the wall of the South Quay was in rough masonry, without mortar and faced with fender piles, the "run" set up by the long length of the said quay was much more broken up than it is at present, when the wall (on the greater portion of its length) is faced masonry in cement and on a portion without fender piling; hence the waves break more frequently upon the slipway and destroy its surface.

It should be noted that with the exception of a difficult passage over the rocky upper end of the portion of the Harbour known as "Abraham's Bosom," this slipway is the only means of access into the harbour for carts.

This access is necessary not only for farmers taking seaweed from the harbour and for shipwrights taking material to shipping but for the removal of the very considerable quantity of macadam and other granite which falls between the edge of the quay and the vessel when being loaded.

The Engineer, in his report of the 5th May, recommended the paving of the sloped portion of the slipway in granite sets and that

VIII.—1914.

the portion immediately under the watchman's hut should be faced in concrete.

On the 9th May last the Committee approved of the above recommendation, but that as the amount of the Budget for repairs in 1914 was likely to be strained by the works in progress an application should be made to the States for the amount required. It was further resolved to advertise for tenders so that the application to be made to the States should be based on a firm offer.

At the meeting of the Committee, held on the 13th instant, the tenders were considered and the lowest, that of Mr. F. H. Nicolle, amounting to £80, was provisionally accepted pending the decision of the States. This amount is within the Engineer's estimate.

I was therefore instructed to request that you would place before the States at an early opportunity a proposition :—

“S'ils sont d'avis de mettre à la disposition du Comité pour le havre de St. Samson une somme de £80 stg. pour porter à exécution le pavage du dévaloir qui mène dans le port central du dit havre ; la dite somme prise sur les revenus du dit havre.”

I have, &c., &c.,

ERNEST COLLAS,

President, Committee for the Harbour of
St. Sampson.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States of Guernsey.

Il plaira aux États délibérer :—

VII.—S'ils sont d'avis de mettre à la disposition du Comité pour le havre de St. Samson une somme de £80 stg. pour porter à exécution le pavage du dévaloir qui mène dans le port central du dit havre ; la dite somme prise sur les revenus du dit havre.

VIII.—1914.

LA MILICE ROYALE. DÉPENSES.

Rapport du Comité des Finances.

States Office, Guernsey, 4th September, 1914.

SIR,

On the 26th ult. the States voted a credit of £10,000 to His Excellency the Lieutenant-Governor for the expenses of the Royal Guernsey Militia and referred the derivation of this amount to the Finance Committee.

I have the honour to inform you that the Finance Committee have considered the matter and that they suggest that the amount should be raised by a loan repayable in 30 years, and that the States should pray the Bailiff and Jurats to meet the cost of the interest and redemption of the above loan from the amounts at their disposal.

I have, &c., &c.,

J. UGHTRED PILBEAM,

President of the Finance Committee.

William Carey, Esq., Bailiff,

and President of the States of Guernsey.

Il plaira aux États délibérer :—

VIII.—S'ils sont d'avis de statuer que la somme de £10,000 stg. votée le 26 août 1914 pour les Dépenses de la Milice Royale, soit levée par voie d'emprunt remboursable avec ses intérêts dans une période de 30 ans, comme il est recommandé dans la lettre de M. le Président du Comité des Finances en date du 4 septembre 1914.

IX.—S'ils sont d'avis de prier M. le Baillif et MM. les Jurés de la Cour Royale de subvenir, hors des Fonds à leur disposition, aux intérêts de la dite somme et au remboursement du dit emprunt.

“KING EDWARD SANATORIUM.”
ADMISSION DE MALADES ATTEINTS DE
PHTHISIE.

Lettre de M. le Président du Comité Sanitaire des États.

States Office, Guernsey, 17th June, 1914.

SIR,

The Sanitary Committee having considered the advisability of admitting, under certain conditions, patients suffering from Phthisis into the King Edward Sanatorium, is of opinion that it would be advisable and advantageous to admit a few patients as opportunity occurs; well understood that the Committee does not contemplate turning the institution into a home for the incurable, or accepting patients in an advanced stage of consumption.

Phthisis is a notifiable disease by Ordinance of February 24, 1912.

Even in busy years there is usually a period of two or three months in the summer when few patients are admitted to the Sanatorium, and it is necessary during the whole year to retain the services of the ordinary staff in spite of a reduced number of patients as the nurses' services might be required at any moment owing to a sudden increase in admissions, and also it is a very difficult matter to secure the services of nurses when required in a hurry or for short periods—a matter of universal experience.

The establishment charges at the Sanatorium are much the same, whether there be few or many patients in residence. The Committee proposes to admit patients only in the early stages of Phthisis in whom disease might be arrested by special care and attention; such patients not being acutely ill could be sent home without delay should the beds be required for more urgent cases. Perhaps it may not be recognised how curable a disease is Phthisis in its early stages, and it will be obvious that the restoration to vigorous health of a phthisical patient represents the equivalent of a large sum of money to the community.

VIII.—1914.

The Committee being specially charged with the prevention of disease sees the value of a short stay in the Sanatorium where the phthisical patient would be taught how to minimise the risk of infecting others with his disease and would thus cease to be a public danger.

Practice shows that the teaching is soon grasped and its importance appreciated, and patients who have benefited by their experiences are enthusiastic in their efforts to induce others to adopt a similar mode of life.

I am instructed to ask you if you will be pleased to submit this letter to the States and ask them if they are of opinion to sanction the proposal of the Sanitary Committee to admit phthisical patients under such conditions as the Committee may think proper.

I have, &c., &c.,

G. E. KINNERSLY.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States.

Il plaira aux États délibérer :—

X.—S'ils sont d'avis d'approuver la proposition du Comité Sanitaire des États d'admettre à l'hôpital dit " King Edward Sanatorium " des malades atteints de phthisie, sous telles conditions que le dit Comité croira à propos, le tout comme il est mentionné dans la lettre de M. le Président du dit Comité en date du 17 juin 1914.

LA MILICE ROYALE.

CONFECTION DES LISTES DE MÂLES PAR LES CONNÉTABLES.

Lettre de M. le Supérieur.

Bureau des États, le 31 juillet 1914.

MONSIEUR,

Les Connétables de St. Pierre-Port et du Castel me prient de soumettre les faits suivants aux États, dans l'espoir que ceux-ci leur

VIII.—1914.

voteront les sommes qu'ils ont forfeites l'année dernière en vertu de l'Art. 19 de l'Ordonnance Provisoire relative à la Milice Royale du 4 juin 1913, par avoir négligé de m'expédier, dans le temps voulu par l'Ordonnance, une copie des listes de mâles résidant dans leurs paroisses respectives qu'ils étaient tenus de faire en double en vertu de l'Art. 15 de l'Ordonnance.

L'Art. 19 porte :—

“ Les Connétables recevront des dits États un honoraire sur le pied de £2 sterling par mille habitants dans leur paroisse, la population étant déterminée d'après le dernier cens. Cet honoraire sera toutefois forfait dans le cas où les listes ne seront pas confectionnées et expédiées par les Connétables au Superviseur de la Chaussée dans le temps voulu par l'Art. 15.”

Dans le cas de St. Pierre-Port, le document me fut expédié le 18 octobre mais n'étant pas en ordre fut retourné et me parvint enfin le 21.

Dans le cas du Castel, le document me parvint le 20 octobre.

J'apprends que les Connétables de St. Pierre-Port ont toujours été dans l'habitude de donner à leurs Assistants, qui font les visites domiciliaires et confectionnent les listes dans leur temps de loisir, l'entier des honoraires auxquels ils ont droit en vertu de l'Ordonnance, et, si je ne me trompe pas, les Connétables du Castel font des paiements pour services rendus de la même manière.

Les honoraires auraient été comme suit :—

St. Pierre-Port,	£2 par 1,000 habitants,	sur 17,927 =	£35	17	1
Castel,	idem,	idem,	sur 3,086 =	6	3 4
				<hr/>	
				£42	0 5
				<hr/>	

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien soumettre les deux cas aux États, les priant de délibérer s'ils sont d'avis sous les circonstances précitées, de voter les dites sommes pour payer les susdits Connétables les honoraires qui techniquement furent forfeits l'année dernière.

J'ai l'honneur, etc.,

JULIUS BISHOP,

Superviseur.

William Carey, écr., Baillif,

et Président des Etats de Guernesey.

VIII.—1914.

Il plaira aux États délibérer :—

XI.—Si, sous les circonstances précitées dans la lettre de M. le Superviseur en date du 31 juillet 1914, ils sont d'avis de voter la somme de £35 17s. 1d. stg. aux Connétables de St. Pierre-Port et la somme de £6 3s. 4d. stg. aux Connétables du Castel, pour payer les dits Connétables leurs honoraires pour la confection des listes des mâles dans leurs paroisses respectives pour les besoins de la Milice Royale l'année dernière, lesquels honoraires furent techniquement forfaits en vertu de l'article 19 de l'Ordonnance provisoire relative à la Milice Royale du 4 juin 1913.

NOUVEAUX BUREAUX DES ÉTATS. CLÔTURE DU SITE ET AMEUBLEMENT.

Lettre de M. le Superviseur.

Bureau des États, Guernesey, 28 juillet 1914.

MONSIEUR,

NOUVEAUX BUREAUX DES ÉTATS.

Lorsque je me suis adressé aux États le 19 avril 1911, les priant de voter les deniers nécessaires pour l'érection des nouveaux bureaux des États, je me suis fait fort de déclarer que la somme de £7,000 que je demandais ne serait pas dépassée, et je suis heureux de pouvoir maintenant rapporter aux États que quoique la dite somme a réellement été dépassée de £28 14s. 2d., la vente du matériel qui se trouvait sur le site a réalisé neuf chelins huit pennis au delà, de sorte que cette dernière somme reste au crédit du compte dit "Capital and Construction Account" sous le titre "New States Offices."

Par rapport aux travaux entrepris pour la clôture du site la somme de £320 votée le 16 avril 1913 a été dépassée de £22 13s. 2d. en

VIII.—1914.

conséquence de la hausse des prix des matériaux qui a eu lieu depuis la date de l'estimation du coût des travaux proposés et le vote des États.

Quant à l'ameublement des bureaux, la somme de £100 votée le 16 avril 1913 pour la réparation et le transport du mobilier des anciens bureaux n'a pas été entièrement dépensée, £4 2s. 4d., restant à crédit, mais le vote additionnel de £250 pour le nouveau mobilier n'a pas suffi pour procurer même ce qui a été immédiatement nécessaire pour l'occupation des bureaux par le personnel, conséquemment une dépense additionnelle de £69 5s. 7d. a été encourue, et il s'en faut que l'ameublement soit encore complet, deux des pièces principales ne contenant que ce qui a été emprunté d'autres pièces.

Je considère qu'une somme additionnelle de £150 est nécessaire pour compléter l'ameublement, et j'espère que les États seront satisfaits de l'entreprise en son entier et seront prêts à voter les trois susdites sommes, savoir :—

	1.	£22	13	2	excédent dépensé pour la clôture du site.
£11 11 5 en 1913	}	2.	69	5 7	excédent dépensé pour ameublement.
57 14 2 en 1914					
	3.	150	0	0	pour ameublement additionnel.
		<u>£241</u>	<u>18</u>	<u>9</u>	

Si toutes les mesures en rapport avec le changement de local de l'Administration des États peuvent être envisagées comme une seule entreprise ce total d'excédent sur une entreprise comportant une dépense totale de £7,350 ne me paraît pas sérieux, étant moins de 4 pour cent.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien soumettre les propositions nécessaires aux États.

J'ai l'honneur, &c., &c.,

JULIUS BISHOP,
Superviseur.

William Carey, écr., Baillif,
et Président des États de l'Île de Guernesey.
VIII.—1914.

Il plaira aux États délibérer :—

XII.—S'ils sont d'avis de voter la somme de £241 18s. 9d. stg. pour être appliquée comme il est mentionné dans la lettre de M. le Superviseur en date du 28 juillet 1914 aux items suivants, savoir :—

£22 13 2 excédent dépensé pour la clôture du site
pour les Nouveaux Bureaux des États.

69 5 7 excédent dépensé pour l'ameublement des
Bureaux.

150 0 0 pour ameublement additionnel pour les dits
Bureaux.

£241 18 9

et de statuer d'où la dite somme sera prise.

PAUVRES ÉTRANGERS.

CONTRIBUTIONS PAYÉES PAR LES ETATS POUR SOINS MÉDICAUX.

Lettre de M. le Trésorier des États.

Bureau des Etats, Guernesey, le 30 juillet 1914.

MONSIEUR,

Les Connétables de la paroisse de St. André m'ont présenté un compte que M. le Docteur Edouard Corbin leur réclame pour soins médicaux apportés aux étrangers pauvres résidant dans la dite paroisse pendant les années 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, et partie de 1914 (le compte est daté le 5 mars 1914) se montant à £24 11s. 0d.

VIII.—1914.

Comme je ne me crois pas autorisé à régler ces arrérages sans le consentement des États, et d'autant que le système de contributions faites aux paroisses par les États pour soins médicaux apportés à ceux qui sont à leur charge ne me paraît pas logique et équitable, je désire soumettre aux États les faits suivants :—

L'Article 5 de l'Ordonnance relative aux Étrangers et au soulagement et à l'entretien des Pauvres Étrangers, est ainsi conçu :

“ Les Comptes pour le soulagement des Pauvres Étrangers seront présentés au Trésorier des États à la fin de chaque Trimestre de l'année.”

D'après la procédure que j'ai trouvée en opération lorsque j'ai entrepris les fonctions de Trésorier des États, le mode de contribution payable par les États diffère dans le cas de St. Pierre-Port, et ceux de trois paroisses de la Campagne, tandis que dans les cas des six autres paroisses les États n'ont jusqu'ici rien contribué, si je ne me trompe pas.

Le montant de la contribution payable à la paroisse de Saint Pierre-Port fut considéré par un Comité des États en 1828, et on verra dans le Billet d'État du 26 mars de la dite année qu'il fut convenu :—

“ Que le tiers de Cinquante Livres Sterling par an, montant du salaire du chirurgien pour les étrangers, sera payé par Monsieur le Superviseur quand il sera dû.”

La table suivante indique :—

- 1° Le total des dépenses encourues pour une année par les 10 paroisses pour l'administration des Pauvres, d'après leurs déclarations au Comité des États sur la Réforme de l'Administration des Pauvres contenus dans le Billet d'État du 5 juillet 1905 à la page 295.
- 2° Les dépenses moyennes annuelles encourues par les paroisses pour l'administration des étrangers pauvres calculées sur les exercices des années 1910, 1911 et 1912.
- 3° Les sommes annuelles fixes contribuées par le Trésorier des États à la paroisse de Saint Pierre-Port et à trois des paroisses VIII.—1914.

de la Campagne pour soins médicaux apportés aux Étrangers
pauvres.

	1	2	3
St. Pierre-Port	2,961 ...	817 ...	£85 0 0
St. Samson	397 ...	62 ...	7 10 0 (depuis 1895).
Valle	408 ...	17 ...	7 10 0 (depuis 1896).
Câtel	471 ...	42	
St. Sauveur.....	165 ...	6	
St. Pierre-du-Bois	215 ...	1	
Torteval	57 ..	nil	
Forêt	138 ...	22	
St. Martin	587 ...	32 ...	7 10 0 (depuis 1904).
St. André	217 ...	7	
	<u>5,616</u>	<u>1,006</u>	

La table suivante calculée sur les exercices des susdites trois
années indique :—

- 1° Le pour-cent des dépenses encourues pour l'Administration
des Étrangers Pauvres dans chaque paroisse relativement
à la somme totale dépensée par l'Administration.
- 2° Le pour-cent de la contribution payée par le Trésorier des
États à quatre paroisses relativement à la somme totale
par lui contribué.

	1	2
St. Pierre-Port	28	10 %
St. Samson	15	12 %
Valle	4	44 %
Câtel	9	—
St. Sauveur	4	—
St. Pierre-du-Bois	—	—
Torteval	—	—
Forêt	16	—
St. Martin	6	34 %
St. André	10	—

Il me semble que cet état de choses n'est pas satisfaisant et qu'un système uniforme pour toute l'île devrait opérer.

Je vous prie donc, Monsieur, de vouloir bien soumettre les deux propositions suivantes aux États :—

“ S'ils sont d'avis d'autoriser le Trésorier des États à payer la somme de £24 11s. aux Connétables de la paroisse de St. André pour les soins médicaux apportés aux pauvres à la charge des États par l'Officier médical de la dite paroisse pendant les années 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, et partie de 1914.”

“ S'ils sont d'avis de nommer un Comité chargé de considérer la question soulevée par le Trésorier des États dans sa lettre en date du 30 juillet 1914, ayant rapport au système de contributions payées par le dit Trésorier aux différentes paroisses pour les soins médicaux apportés aux étrangers pauvres, et d'en faire son rapport aux États dans un bref délai.”

J'ai l'honneur, etc.,

JULIUS BISHOP,

Trésorier des États.

William Carey, écr., Baillif,

et Président des États de l'Île de Guernesey.

Il plaira aux États délibérer : —

XIII.—S'ils sont d'avis d'autoriser le Trésorier des États à payer la somme de £24 11s. aux Connétables de la paroisse de St. André pour les soins médicaux apportés aux pauvres à la charge des États par l'Officier médical de la dite paroisse pendant les années 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, et partie de 1914.

XIV.—S'ils sont d'avis de nommer un Comité chargé de considérer la question soulevée par le Trésorier des États dans sa lettre en date du 30 juillet 1914, ayant rapport au

VIII.—1914.

système de contributions payées par le dit Trésorier aux différentes paroisses pour les soins médicaux apportés aux étrangers pauvres, et d'en faire son rapport aux États dans un bref délai.

L'HÉRITAGE DE BEAU SÉJOUR, L'HYVREUSE, ST. PIERRE-PORT.

MESSIEURS,

Les États, à leur séance tenue le 6 août 1913, ont délibéré et décidé comme suit :—

V.—Les États ont été d'avis de surseoir à la considération de l'Article V. jusqu'à ce que le "Committee of Enquiry on Education" ait fait son rapport.

Le Comité mentionné ci-dessus ayant fait son rapport qui vous fut présenté dans le Billet d'État émis pour le 17 juin 1914 je dois vous soumettre de nouveau l'article sus-mentionné avec le sujet qui s'y rattache.

Rapport du Comité nommé le 29 janvier 1913.

States Office, Guernsey, June 14th, 1913.

SIR,

On the 29th January last the States, by the following resolution, named a Committee to study the question of ways and means of applying Beau Séjour Estate to public needs :—

(*"Billet d'État, 11th December, 1912."*)

"XXIV.—Les États ont été d'avis de nommer un Comité chargé d'étudier la question d'un parc d'amusements (anglicé "Recreation Grounds") sur partie de l'Héritage de Beau Séjour, situé à l'Hyvreuse en la paroisse de Saint Pierre-Port, comme il est suggéré dans la lettre de la Douzaine de la dite paroisse de Saint Pierre-Port en date du 12 septembre 1912, comme aussi d'étudier la question d'un emplacement.

VIII.—1914.

ment pour autres besoins publics sur le dit héritage et de faire un rapport avec les plans et estimations du coût de l'arrangement de partie du dit héritage comme un parc d'amusements.

“ Et ont les États nommé pour leur Comité : Ernest Collas, écuyer, Juré, le Révérend Pedro S. Mesny, et MM. Pierre Gallienne, John Penfold, John Stranger, W. H. Foote et Thomas H. Ogier.

In accordance with this decision the Committee inserted in the newspapers an advertisement notifying public bodies that it was prepared to receive applications for portions of this estate specifying the object and the extent of land required.

In reply to this notice three applications (copies of which I enclose) were received from :—

(a) The States Committee for an Experimental Station for at least 35 vergées of which at least 10 vergées must lie South of the house.

(b) The States Committee for Intermediate Schools for a site for a proposed new school for girls for which an area of at least 4 vergées is required, or, alternatively, a new school for boys with a Technical and Art School attached or adjoining, in which latter case an area of 6 vergées is required.

(c) The St. Peter-Port Parish for about 12 vergées for public recreation grounds.

Another application from a private club was ruled out of order.

The Committee, after careful consideration of the above applications and after having visited Beau Séjour Estate, is unable to recommend to the States the application of the Experimental Station Committee as it amounts to a monopoly of the Estate and prevents any portion of it being used for other purposes.

The Committee resolved to recommend that a site for an Intermediate School be taken out of that part of the Estate not included in the enclos (the field in which the tennis courts are situated), and that the remainder of the Estate be devoted to the purpose of a public park and recreation ground for the Island, or, alternatively, in the

event of the States refusing to devote the remainder of the Estate for a public park, whether they would accede to the request of the St. Peter-Port Douzaine for 12 vergées of land bordering Cambridge Park.

I have the honour to request that you will be good enough to submit this interim report to the States and that the following resolutions be submitted to them, as my Committee are of opinion that it is useless to proceed with plans and estimates until the States have pronounced themselves on the recommendations contained in this report.

“ Si, en accueillant le rapport intérim du Comité nommé le 29 janvier 1913 pour l'héritage de Beau Séjour, ils sont d'avis :—

1. D'accorder la demande du Comité des Écoles Intermédiaires pour le terrain nécessaire dans le champ au nord de l'enclos de l'héritage de Beau Séjour pour ériger sur le dit terrain des bâtiments comme il est indiqué dans la lettre du Président du dit Comité.

2. Soit : Que le restant du dit héritage sera mis à part pour un parc d'amusements et de récréation pour l'île,

Soit : De céder aux Connétables et à la Douzaine de la paroisse de Saint Pierre-Port une lisière de terrain mesurant 12 vergées ou environ du dit héritage bordant l'Hyvreuse afin qu'ils soient à même de porter à exécution un système de parc d'amusements.

3. De ne pas accorder la demande du Comité dit “ Experimental Station Committee ” pour au moins 35 vergées de terre du dit héritage comme il est indiqué dans la lettre du Président du dit Comité.”

I have, &c., &c.,

ERNEST COLLAS,

President of the States Committee
for Beau Séjour Estate.

William Carey, Esq., Bailiff,

and President of the States of Guernsey.

VIII.—1914.

Lettre de M. le Président du Comité des Écoles Intermédiaires.

States Office, Guernsey, May 24th, 1913.

DEAR SIR,

On the 18th March, 1908, the States authorised the Intermediate Schools Committee to make enquiries and to obtain particulars of suitable sites for a girls' school.

The Committee has visited several sites in the town and has met with many difficulties, but on the 13th November last Beau Séjour Estate was amongst other sites visited when it was unanimously decided to take steps to endeavour to acquire a portion of it. The President was authorised to apply for that portion opposite Col. Naftel's property at "Amherst" for the purpose of erecting thereon a new school for girls; an area of not less than 4 vergées would be required.

On the 8th February last the Committee adopted a suggestion made by the States Education Enquiry Committee, "That a new school for boys be erected on Beau Séjour Estate, with a Technical and Art School attached or adjoining, which would be managed and controlled by the Intermediate Schools Committee and that the present boys' school be used for the girls." In the event of the States adopting the suggestion of the Education Enquiry Committee an area of not less than 6 vergées would be necessary.

The Committee at its meeting yesterday decided to submit these alternative schemes to the States and requested me to apply to the Beau Séjour Estate Committee for the above site, hoping it will meet with its favourable consideration and support.

Yours, &c., &c.,

ERNEST COLLAS,

President of the States Committee
for Intermediate Schools.

The President,

States Committee for Beau Séjour Estate.

Lettre de M. le Président du Comité dit "Experimental Station Committee."

States Office, Guernsey, April 25th, 1913.

SIR,

At a meeting of the States Experimental Station Committee held on the 23rd inst., I was authorised to submit an application for at least 35 vergées of

Beau Séjour estate, of which 10 vergées must lie South of the house ; this area would be utilised for an Experimental Agricultural and Horticultural Farm.

I will be obliged if you will kindly inform me whether your Committee will recommend this application in order to give this Committee an opportunity of supporting it with definite proposals.

Yours, &c., &c.,

T. W. M. DE GUÉRIN,
President, States Committee for an
Experimental Station.

Ernest Collas, Esq., President,
Beau Séjour Estate Committee.

Lettre de MM. les Connétables de St. Pierre-Port.

Constables' Office, St. Peter-Port, Guernsey,
April 12th, 1913.

DEAR SIR,

In reply to your advertisement asking public bodies, who might require part of Beau Séjour Estate for public purposes, to make applications to your Committee, we beg to make, on behalf of the Constables and Douzaine of St. Peter-Port, an application for a portion of this Estate.

We are enclosing a copy of the deliberation of the ratepayers of this parish of the 11th September last, authorising us to make application for a strip of land, for recreation purposes, according to plan forwarded herewith.

O. PRIAULX, }
W. D. MURDOCH, } Constables.

Ernest Collas, Esq., President,
Beau Séjour Estate Committee, States Office.

**COPY OF DELIBERATION OF THE RATEPAYERS OF THE
PARISH OF ST. PETER-PART.**

11th September, 1912.

Les Chefs de Famille aujourd'hui assemblés ont été d'avis d'autoriser Messrs. les Connétables et Douzeniers de la dite paroisse à s'aboucher avec les États de cette Ile dans le but d'obtenir la cession à la dite paroisse d'une lisière de terre d'environ 12 vergées dans la partie du Sud-Est de l'Héritage de Beau Séjour et bordant " Cambridge Park " pour l'usage et l'agrément du public.

VIII.—1914.

Il plaira aux États délibérer :—

XV.—Si, en accueillant le rapport en date du 14 juin 1913 du Comité nommé le 29 janvier 1913, chargé d'étudier la question d'un parc d'amusements sur partie de l'Héritage de Beau Séjour comme aussi d'un emplacement pour autres besoins publics sur le dit héritage, ils sont d'avis :—

1. D'accorder la demande du Comité des Écoles Intermédiaires pour le terrain nécessaire dans le champ au nord de l'enclos du dit héritage, pour ériger sur le dit terrain des bâtiments comme il est indiqué dans la lettre du Président du dit Comité en date du 24 mai 1913.
2. Soit : Que le restant du dit héritage soit mis à part pour un parc d'amusements et de récréation pour l'île ;

Soit : De céder aux Connétables et à la Douzaine de la paroisse de Saint Pierre-Port une lisière de terrain, mesurant 12 vergées ou environ du dit héritage bordant l'Hyvreuse, afin qu'ils soient à même de porter à exécution un système de parc d'amusements.

3. De ne pas accorder la demande du Comité dit "Experimental Station Committee" pour au moins 35 vergées de terre du dit héritage comme il est indiqué dans la lettre du Président du dit Comité en date du 25 avril 1913.

“GUERNSEY AMATEUR SWIMMING CLUB.”

NOUVEAUX RÈGLEMENTS DU CONCOURS POUR LA COUPE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS.

Lettre de M. le Président du Comité nommé le 13 mai 1914.

States Office, Guernsey, June 5th, 1914.

SIR,

On the 13th May last the States named a Committee consisting of Lt.-Col. G. H. Le Mottée and Messrs. W. H. Smith and J. R. Gibbons to confer with the representatives of the Guernsey Amateur Swimming Club, and to report on the best conditions under which the States could contribute for the encouragement of swimming in this island.

At a conference with the representatives of the Guernsey Amateur Swimming Club the Committee adopted the following resolution and conditions, viz. :—

“ That the States be asked to grant the Guernsey Amateur Swimming Club the sum of £10 for the purchase of a Silver Cup and £5 for the purchase of Medals to be given each year in connection with the race for the above cup, which is to be competed for at the Annual Swimming Sports of the Club on the following conditions : ”

CONDITIONS.

- 1.—The competition to be a 220 yards combination race.
- 2.—It shall be open to *bonâ fide* amateurs only, members of the G.A.S.C., who shall not already have won the States Challenge Cup outright.
- 3.—Competitors must be either :
 - (a) Natives of the Bailiwick and have resided therein three months immediately preceding the match.

(b) Or have been pupils in one of the Schools in the island for one year.

(c) Or have resided in the Island for two years immediately preceding the match.

4.—The cup to become the absolute property of the competitor who shall win the match any four years.

I have the honour to request that you will be so good as to submit the following proposition to the States :—

“ S'ils sont d'avis d'approuver les nouveaux règlements proposés par le Comité des États nommé le 13 mai 1914, et d'accorder au “ Guernsey Amateur Swimming Club ” une allocation de £10 stg. pour l'achat d'un vase en argenterie, comme prix dénommé “ The States of Guernsey Cup,” ainsi que la somme de £5 stg. pour l'achat de trois médailles chaque année qui seront présentées aux trois premiers compétiteurs dans la course pour le dit vase aux Sports Annuels du dit Club d'après les règlements sus-mentionnés.”

I have, &c., &c.,

G. H. LE MOTTÉE,

President.

William Carey, Esq., Bailiff,

and President of the States of Guernsey.

Il plaira aux États délibérer :—

XVI.—S'ils sont d'avis d'approuver les nouveaux règlements proposés par le Comité des États nommé le 13 mai 1914, et contenus dans la lettre de M. le Président du dit Comité en date du 5 juin 1914, et d'accorder au “ Guernsey Amateur Swimming Club ” une allocation de £10 stg. pour l'achat d'un vase en argenterie, comme prix dénommé “ The States of Guernsey Cup,” ainsi que la somme de £5 stg. pour l'achat de trois médailles chaque année qui

VIII.—1914.

seront présentées aux trois premiers compétiteurs dans la course pour le dit vase aux Sports Annuels du dit Club d'après les règlements sus-mentionnés.

LA QUESTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION.

MESSIEURS,

Les États, en prenant en considération le rapport du Comité nommé le 8 juin 1910 le 1er juillet dernier, ont délibéré et décidé comme suit :—

Sur l'Art. VII.—Les États ayant continué la considération des recommandations contenues dans le rapport en date du 2 décembre 1913 du Comité nommé le 8 juin 1910, ont été d'avis

(p) FINANCES DE L'ÉDUCATION PAROISSIALE.

De prier la Cour Royale d'étudier la recommandation du Comité :

“The Royal Court should either discontinue paying school-pence or treat all schools alike.”

et d'informer les États de sa décision.

En conséquence de la susdite délibération je soumis la question à M. le Baillif et à MM. les Jurés à une assemblée tenue le 4 août 1914 et il fut décidé de discontinuer les paiements de “school-pence” après la fin de cette année 1914.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous faire part de la correspondance suivante qui a passé entre M. le Professeur M. E. Sadler, C.B., LL.D., et moi :—

VIII.—1914.

Lettre de M. le Professeur M. E. Sadler, C.B., LL.D.

The University, Leeds, 30th June, 1914.

DEAR MR. CAREY,

I have received a copy of the Billet d'État of June 17, 1914, containing (pp. 238-240) a letter addressed to you by Mr. Pilbeam, as President of the Education Enquiry Committee.

In Mr. Pilbeam's letter is printed a minute, which purports to be a report of what I said about Elizabeth College to the Education Enquiry Committee at a meeting held on November 21, 1911. This minute, which was not shown me at the time and which I have had no opportunity of correcting, gives, in some respects, a quite erroneous account of the expressions which I used in answer to the questions of the Committee. It contains in particular the following sentence: "Professor Sadler told us that the teaching lacks the finesse and good qualities shewn by the elementary teachers, and most of all the technical qualities of teaching are violated."

When this sentence was previously quoted, as expressing my opinion, in the report of the States Enquiry Committee, page 66, my attention was drawn to it by Mr. Victor Carey, and, in reply to his question, I wrote to say that I had never used any such expressions, whether in public or private. My impression of the work of Elizabeth College was communicated to the Governors at a special meeting and is recorded in my own report to the Education Enquiry Committee. I should have felt it dishonourable to make in private to that Committee a report of a more unfavourable character than that which I submitted in my published report or to the Governors themselves when I attended their meeting.

On March 3rd last, after receiving through Mr. Carey a copy of the Education Enquiry Committee's report, I wrote to Mr. Pilbeam informing him that the expression of opinion attributed to me was incorrect. I notice that on March 24 last, the Education Enquiry Committee met and had before them the rough notes taken by their Committee clerk on November 21, 1911, and the typewritten draft minutes compiled from these notes. The draft report of the Committee

clerk was not, however, forwarded to me by the Committee for confirmation or correction, although I had already written to Mr. Pilbeam disclaiming its accuracy. Indeed it is only by accident that I have seen a copy of Mr. Pilbeam's official letter to you. If I had been communicated with by him on behalf of the Committee, I should have been able to point out the errors in the Committee clerk's report and to prevent the Education Enquiry Committee from being misled. As, however, the erroneous record has been published, I write to you, as the recipient of Mr. Pilbeam's letter of May 27, to disclaim the words which the report erroneously attributes to me.

I have sent the papers to Mr. J. W. Longsdon and to Mr. E. W. Brown, both of whom acted as my colleagues throughout the inquiry. (Mr. Church, who acted as my third assistant, is at present in South America.) Mr. Longsdon was especially associated with me in the inspection of Elizabeth College. I have heard from Mr. Longsdon and from Mr. Brown, and they are both clear in their recollection that the words mistakenly attributed to me in the Committee clerk's report of the interview with the Education Enquiry Committee were not uttered by me or by them.

Believe me, &c., &c.,

M. E. SADLER.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States of Guernsey,
Guernsey.

Lettre de M. le Baillif.

The Royal Court, Guernsey, August 5th, 1914.

DEAR SIR,

There has been considerable unavoidable delay in placing your letter of the 30th June before a meeting of the Royal Court of Guernsey. The opportunity occurred yesterday. Your previous letter to Mr. Victor G. Carey had been placed before a meeting of the States, and the matter had been settled on the basis that there had been a

VIII.—1914.

misunderstanding. This may not be altogether satisfactory to yourself, but you will be pleased to know that the Court and all other right thinking people will properly appreciate the statements which have been published with reference to the subject in question independently of your said letter of the 30th of June.

I am, &c., &c.,

WILLIAM CAREY,
Bailiff.

Professor M. E. Sadler, C.B., LL.D.,
Vice-Chancellor,
The University, Leeds.

Lettre de M. le Professeur M. E. Sadler, C.B., LL.D.

The University, Leeds, 7th August, 1914.

DEAR MR. CAREY,

Thank you for your letter just received. I am glad that my letter of the 30th June has been brought before a meeting of the Royal Court of Guernsey. I am not clear from your letter what action was taken in regard to it and shall be glad if you will let me know whether the erroneous statement in the Billet d'État of March 4 will now be corrected or withdrawn.

Yours very truly,

M. E. SADLER.

William Carey, Esq., Bailiff of Guernsey,
The Royal Court, Guernsey.

Lettre de M. le Baillif.

The Royal Court, Guernsey, August 10th, 1914.

DEAR MR. SADLER,

There was no action taken in regard to your letter of the 30th June, and the matter was dropped. Mr. Pilbeam and your statements

were in contradiction with each other and that is very much to be regretted. There is no likelihood of this unfortunate incident being revived. The circumstances of the present moment are such as to preclude any further discussion on the subject.

I am, &c., &c.,

WILLIAM CAREY.

Professor M. E. Sadler, C.B., LL.D.,
Vice Chancellor, The University, Leeds.

Lettre de M. le Professeur M. E. Sadler, C.B., LL.D.

The University, Leeds, 12th August, 1914.

DEAR MR. CAREY,

Thank you for your letter. I realise that the present time may not be opportune for raising at a meeting of the States the question about which I have written to you. I shall be obliged, however, if you will cause to be published officially my letter to you of 30th June last, and shall be glad to hear from you if you are willing to do this.

Believe me, &c.,

M. E. SADLER.

William Carey, Esq., Bailiff of Guernsey,
The Royal Court, Guernsey.

Lettre de M. le Baillif.

The Royal Court, Guernsey, 14th August, 1914.

DEAR MR. SADLER,

I am in receipt of your letter of the 12th instant in which you express a wish that your previous letter to me of the 30th June last be published officially. Your letter to Mr. Victor Carey has been already published, and as you desire it I am willing to treat your letter to me

VIII.—1914.

of the 30th June in the same manner later on when the opportunity offers, and I shall send you a copy of the Billet d'État containing it.

I am, &c., &c.,

WILLIAM CAREY.

M. E. Sadler, Esq., C.B., LL.D.,
Vice-Chancellor,
The University, Leeds.

Lettre de M. le Professeur M. E. Sadler, C.B., LL.D.

The University, Leeds, Aug. 17, 1914.

DEAR MR. CAREY,

Thank you for your letter of August 14 which has just reached me. I am much obliged to you for your kindness in consenting to publish in a future Billet d'Etat my letter to you of June 30.

Believe me, &c., &c.,

M. E. SADLER.

William Carey, Esq.

ÉMISSION DE BILLETS DE BANQUE DES ÉTATS.

Lettre de M. le Trésorier des États.

States Office, Guernsey, 4th September, 1914.

SIR,

The question of the supply of silver coin for the needs of the Island during the hostilities now unhappily in progress on the Continent of Europe occupied my mind soon after the commencement of the war, and I could come to no other conclusion than that a temporary issue of Currency Notes of the denominations of 10/- and 5/- would be the best means of supplying the community with a supplementary

medium of exchange in addition to an increased issue of £1 notes as the necessity arose.

On the 4th ult. I asked the Managers of the four banks operating in this Island to meet me at this Office in order to discuss the matter. The result of the discussion was that there was a unanimous opinion in favour of the procedure above described. The Finance Committee of the States, specially convened, unanimously approved the step proposed.

As the matter was very urgent, I at once took the necessary steps to issue the States' notes which have now been circulating since the 8th ultimo. They have met a situation which, but for this provision, the bankers assure me would have caused a partial paralysis in the conduct of trade.

The notes issued have been as follows :—

2,500 of £1, issued Aug. 8th, 1914	=	£2,500
8,000 of 10/- „ „	=	4,000
17,000 of 5/- „ Aug. 25th, 1914	=	4,250
		<hr/>
		£10,750

I propose, subject to the approval of the States, to call in the notes of a lesser denomination than £1 as they are only a very temporary expedient, being printed on ordinary hand-made paper and not presenting a sufficient index of their nature, especially at the back, and I have had forms of notes of greater distinction engraved and printed with that object in view.

I notice that a shortage of silver coin is anticipated in France and that the Government is issuing currency notes of such small denominations as 2 francs, 1 franc and $\frac{1}{2}$ franc. It may be necessary to meet a further shortage here in the same way, and I shall be glad if the States will give me authority to do so if it be found necessary.

Following the precedent of the 20th April, 1903, when the Court of Chief Pleas authorised four Jurats “pour avec l'Assistant-

Superviseur signer les billets payables au porteur qui seront de temps en temps émis par les États," the Royal Court on my application authorised the Jurats to sign the new currency note issue.

On my commencing to sign some of them, however, I noticed that the words appearing above my signature were "By authority of the States," and other members of the States drew my attention to the fact also. I have therefore looked somewhat further into the procedure and find that with the exception of the occasion of a new issue of currency notes of the States in 1895, when the States authorised four members who were Jurats to sign the notes of the new issue and declared that the signature of one of those gentlemen conjointly with that of the Supervisor or of the Assistant-Supervisor on each note issued would henceforth be sufficient, the practice has been for the Royal Court to give the authority, although the wording of the notes has not varied.

I shall be glad, Sir, if you will kindly submit propositions to the States at an early date to the effect :—

1st.—That they give me *ex post facto* authorisation to effect the issue of currency notes of the States above described.

2nd.—That they authorise me to call in the new 10/- and 5/- notes and to replace them with engraved notes of greater distinction in regard to printing.

3rd.—That they decide what practice shall be followed as regards the signature of new States' notes issued, and, if they are of opinion that the States should give the necessary authority, to name four or more members to fulfil that duty.

4th.—That they authorise me after consultation with the Finance Committee of the States to issue notes of such denominations and for such an amount as experience may show are

necessary to meet the needs of the community during the continuance of the war.

I have, &c., &c.,

JULIUS BISHOP,

Treasurer of the States.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States of Guernsey.

Il plaira aux États délibérer :—

XVII.—S'ils sont d'avis d'autoriser *ex post facto* M. le Trésorier des États à effectuer l'émission de nouveaux Billets des États de £1, de 10s. et de 5s., pour la somme de £10,750 stg. comme il est mentionné dans la lettre du dit Trésorier des États en date du 4 septembre 1914.

XVIII.—S'ils sont d'avis d'autoriser le dit Trésorier des États à rappeler et à détruire les Billets de 10s. et de 5s. présentement en circulation, et à les remplacer par de nouveaux Billets de plus de distinction, et ce pour les raisons stipulées dans la dite lettre de M. le Trésorier des États.

XIX.—S'ils sont d'avis de statuer quelle pratique sera suivie pour la signature des nouveaux Billets émis au nom des États et, s'ils sont d'avis que les États doivent donner l'autorité nécessaire, de nommer quatre ou un plus grand nombre de membres pour remplir ce devoir.

XX.—S'ils sont d'avis d'autoriser le dit Trésorier des États à faire émettre de nouveaux Billets des États de telles dénominations et pour tel montant qu'il sera trouvé nécessaire pour subvenir aux besoins du public pendant le temps de la Guerre, et ce après qu'il aura consulté le Comité des Finances des États au sujet.

SANTÉ PUBLIQUE.

ACHAT D'UN APPAREIL DIT "ELECTROLYTIC DISINFECTANT PLANT."

Lettre de M. le Président du Comité Sanitaire des États.

Guernsey, September 4th, 1914.

SIR,

The Sanitary Committee spends annually from £10 to £25 on disinfectants and would have to spend more were it not for the use made of the Destructor and High-pressure Boiler which consume coal. The School Committees also have to purchase disinfectants for cleansing the schools and keeping them sanitary. But a sufficient quantity of disinfectants is not used. The cost is too great. The markets, cold storage, court-yards, gulley traps, drains, and even places used for public reunions could be disinfected with great advantage to the public health if we had a cheap and efficient disinfectant. The disinfectants in use now are expensive: Cyllin costs 6s. per gallon; Common Carbolic Acid 3s. 6d. per gallon; Formosol 1s. 3d. per lb., and so on. Beyond this, however, we have been notified that owing to the war the prices of such products are considerably advanced and many products will not be obtainable. Again, owing to the war, the use of more disinfectants than usual will be necessary for the health of the Island, as many public or semi-public buildings have been used for purposes for which they were not primarily intended; troops also have been and may continue to be crowded and prisoners of war may also be sent here. We have also to fear the possible outbreak of Typhoid Fever and other diseases.

These premises considered the Sanitary Committee instructed the M.O.H. to make enquiries about an apparatus which by Electrolysis converts sea-water into a disinfectant. The apparatus named Electrolytic Disinfectant Plant converts sea-water into a valuable disinfectant and deodorant called Thalassol which contains Hypochlorite

of Magnesium. The sea-water costs us nothing. The apparatus costs £350 British, and allowing £50 for a shed if required and fixing, we will have for £400 approximately an apparatus which at the cost of the electric current consumed and a little attention will be capable when at work of making 14 gallons of Thalassol per hour at a probable cost of from 1 to 2 pence per gallon. One gallon of Thalassol can be diluted with 100 or 200 gallons of water for use as a disinfectant. The report dated May, 1914, of the M.O.H. of Portsmouth, states that the Corporation is spending £700 a year on disinfectants, and has now installed an Electrolytic Plant at a cost of £678. The cost of running the plant is estimated at £210 per annum, including £124 for wages. "For this amount which works out at about 1d. per gallon the Sanitary Authority will possess a practically unlimited supply of a highly efficient disinfectant, which is non-poisonous, non-caustic, non-corrosive, cleanly in use and an effective deodoriser."

Seeing the urgency of the matter and, in order to prevent delay, the Sanitary Committee decided to purchase the apparatus and the Supervisor of the Harbour, together with the States Engineer, are taking steps for the installation of the apparatus. I would therefore hope that you ask the States whether they are of opinion to vote a credit of £400 to the Sanitary Committee for the purchase and installation of the Electrolytic apparatus.

I have, &c., &c.,

G. E. KINNERSLY,
President, States Sanitary Committee.

To the Bailiff of Guernsey,
and President of the States.

Il plaira aux États délibérer :—

XXI.—S'ils sont d'avis de voter une somme qui n'ex-
cédera pas £400 argent au cours d'Angleterre pour être
VIII.—1914.

appliquée à l'achat et à l'installation d'un appareil anglicé "Electrolytic Disinfectant Plant," comme est mentionné dans la lettre de M. le Président du Comité Sanitaire des États en date du 4 septembre 1914, et de statuer d'où la dite somme sera prise.

LA VOIRIE PUBLIQUE. RÉPARATIONS.

Lettre de M. le Président du Comité.

States Office, Guernsey, June 9th, 1914.

SIR,

At a meeting of the Public Thoroughfares Committee held on the 8th inst., the Road Engineer pointed out to the Committee the very bad state of some of the roads, and which could not be dealt with this year owing to lack of funds ; and taking into consideration the increased traffic it was decided, upon the recommendation of the Road Engineer, to adopt new and more lasting methods to certain roads requiring immediate repairs.

I am therefore instructed by the Committee to make an application to the States for a supplementary grant of £600 to enable them to carry out some of these repairs before the end of the year. I request that you will be pleased to place this matter before the States at an early opportunity.

I have, &c., &c.,

G. E. KINNERSLY,

President of the Public Thoroughfares
Committee.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States.

VIII.—1914.

2ème Lettre de M. le Président du Comité.

Guernesey, le 9 septembre 1914.

MONSIEUR,

Le Comité ayant soin des provisions de l'île vient de prier le Comité de la Voirie Publique de faire son possible de prévenir le manque de travail qui pourrait se trouver plus tard dans l'année. Dans ce but le Comité de la Voirie Publique m'a chargé de vous prier de soumettre aux États s'ils sont d'avis d'ouvrir au dit Comité un crédit de £1,400 en plus de £600 déjà demandées dans ma dernière lettre ; c'est-à-dire un crédit de £2,000 stg. ou telle autre somme que les États jugeront à propos.

Je vous prie, &c., &c.,

G. E. KINNERSLY.

A Monsieur le Baillif.

Il plaira aux États délibérer :—

XXII. —S'ils sont d'avis d'ouvrir un crédit de £2,000 stg. ou de telle autre somme qu'ils jugeront à propos, au Comité des Voies Publiques pour les raisons données dans les lettres de M. le Président du dit Comité en date du 9 juin 1914 et du 9 septembre 1914 respectivement, et de statuer d'où la dite somme sera prise.

WILLIAM CAREY,

Baillif.

Cour Royale,

ce 11 septembre 1914.

APPENDICE.

RAPPORT DE L'OFFICIER DE LA SANTÉ PUBLIQUE, 1913.

RAPPORT DE L'OFFICIER DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

Lettre de M. le Président du Comité Sanitaire.

States Office, Guernsey, June 17th, 1914.

SIR,

I have the honour to present the Fifteenth Annual Report of the Medical Officer of Health for the year 1913, and to request that it may be printed as an Appendix to the "Billet d'État," and that a certain number of copies (say 100) be struck off for distribution in the usual way.

I have, &c., &c.,

G. E. KINNERSLY,
President, Board of Health.

William Carey, Esq., Bailiff,
and President of the States of Guernsey.

GUERNSEY—1913.

Area in statute acres—15,654.

Area in square miles—24·5.

POPULATION.—Males —20,395.

Females—21,459—41,854.

HOUSES.—Inhabited—9,710.

Uninhabited—427.

Constructing—27.

Density of population per acre—2·6.

„ „ per square mile—1,708.

Average number of inhabitants per house—4·3.

Birth rate per 1,000=13·1.

Average previous 10 years—14·6.

Birth rate per 1,000=21·2.

Average previous 10 years—25·4.

Rainfall, 1913—36·1 inches.

Platte Fougère Lighthouse—13·9 inches.

Average rainfall—36·5 inches.

Sunshine—1691 hours (the least sunny year on record).

Sunshine average—1,895 hours.

REPORT FOR 1913.

BIRTHS.

The number of births recorded was 887, a rate of 21·2 per 1,000.

This number is 59 below the number in 1911, the year which previously held the lowest record; the average of the last 10 years was 25·4. Such a drop might point to a population rapidly declining by emigration, but it cannot be maintained that such a large proportion of women at child-bearing ages are leaving Guernsey, even if emigration were excessive.

Between 1906 and 1908, when the population was slowly increasing, the number of births fell 107 in three years.

The fall in the birth rate during the last generation has been great and uniform in all civilised countries; although largely the result of artificial restrictions, it is also due to physiological causes, and the wonder is that these causes should have had such a profound influence in such a comparatively short period.

It is unlikely therefore that any marked increase in the birth rate can in the future take place, no matter how social conditions may change; indeed a progressive fall is the more likely event.

The number of illegitimate births registered was 33, a percentage to the total of 2·6.

The number of still-born children was 59, a percentage of 6·6 to the births.

Still-born children are not registered in England, but it is generally accepted that as far as can be ascertained the percentage is about 5 per cent. Our rate is therefore very high.

The birth rate in England and Wales was 23·9, in London 24·8, the great towns 25·1, the smaller towns 23·9, and the country 22·2. The denser the population therefore, the higher is the birth rate.

It is usually considered that Germany is a country in which the birth rate is well maintained, but statistics just published show that the birth rate which in 1903 was 35 per 1,000, had in 1913 fallen to 24 per 1,000.

Table I. (INCORP. SOC. OF M.O.H., 1900 (FOR WHOLE DISTRICT).

YEAR.	Population estimated to middle of each year.	BIRTHS.		DEATHS UNDER ONE YEAR OF AGE.		DEATHS AT ALL AGES.	
		Number.	Rate per 1,000.	Number.	Rate per 1,000 registered.	Number.	Rate per 1,000.
Column ...	1	2	3	4	5	6	7
1903	40,650	1,120	27·5	112	100·0	597	14·6
1904..... ..	40,795	1,144	28·0	181	158·2	690	16·9
1905.....	40,884	1,129	27·6	155	135·0	644	15·7
1906.....	40,990	1,112	27·1	154	138·4	588	14·3
1907.....	41,174	1,068	25·9	123	115·1	606	14·8
1908.....	41,350	1,005	24·3	131	131·0	591	14·3
1909.....	41,524	1,013	24·3	111	109·6	521	12·5
1910.....	41,670	989	23·7	107	107·0	549	13·1
1911.....	41,854	946	22·6	197	208·0	734	17·4
1912.....	41,854	983	23·5	101	102·7	552	13·1
Averages for ten years, 1903-1912.	41,274	1,050	25·4	137	130·5	607	14·6
1913.....	41,854	887	21·2	101	113·8	550	13·1

DEATHS.

The number of deaths was 550, or two less than in 1912, and 184 less than in 1911, which was a year of unusually heavy fatality.

This number is equal to a rate of 13·1 per 1,000; the average for the previous ten years was 14·6.

The following are the rates of various districts of the island: St. Peter-Port 14·9, St. Sampson's 12, Vale 10, the other seven country parishes 12·4.

The crude death rate for England and Wales was 13·7, for London 14·2, the great towns 14·3, the smaller towns 12·8, the country without towns 13·1.

Our percentage of deaths at various age periods is given below, and for purposes of comparison I have also given recent figures of the county of Wiltshire.

					Guernsey.		Wiltshire.
Under 1 year	...	...	...	...	18·3	...	11·7
1—5	...	...	...	...	5·4	...	4·6
5—15	...	...	...	...	3·4	...	3·1
15—25	...	...	...	...	5·1	...	2·8
25—65	...	...	...	...	27·1	...	31·4
Over 65	...	...	...	...	40·7	...	46·1

VII.—1914.

With the exception of the age period, 25—65 years, we are considerably above the figures for Wiltshire, which is however a very healthy county.

The following deaths occurred in the public institutions of the Island:—

King Edward Sanatorium	...	...	...	4
Victoria Cottage Hospital	...	...	...	9
Town Hospital	...	...	...	52
Town Asylum	...	...	...	3
Country Hospital	...	...	...	19
Country Asylum	...	...	...	1

The incidence of the commoner causes of death compared with the years 1906—1912 is shown below:—

					1913.	1906—1912.
Measles	...	...	...	...	0	9·5
Whooping Cough	...	...	...	...	6	8·4
Epidemic Enteritis	...	...	...	...	8	27
Diphtheria	...	...	...	...	4	6·6
Senile Decay	...	...	...	...	69	70
Cancer	...	...	...	...	48	47
Broncho Pneumonia	...	...	...	...	10	8·7
Pneumonia	...	...	...	...	17	20
Heart Disease	...	...	...	...	74	65
Apoplexy	...	...	...	...	27	29
Tuberculosis	...	...	...	...	10	14·7
Phthisis	...	...	...	...	37	37

For the ten years, 1903—1912, the average death rate of Jersey was 16·3, and for the same period the Guernsey death rate was 14·6, a difference of 1·7 per 1,000 in favour of Guernsey.

CANCER.

Much has lately been written about the treatment of this terrible disease by means of Radium, and it is necessary to state plainly that such treatment has its limitations.

The remedy has certainly in some cases given wonderful results, but it has not stood the test of time, so that it cannot be stated definitely that these cases are cured. It has also proved to be a very uncertain remedy, and in many internal cancers it cannot be used.

The public should therefore be informed that it is not at present a cure for the disease.

Cancer is answerable for one death in nine after the age of 25, and in women between the ages of 40 and 60 for one death in every five.

The earlier the existence of the disease is recognised, the more hope is there of its successful treatment.

INFANTILE MORTALITY.

There were 101 deaths under the age of 1 year, a rate of 113·8 per 1,000 births.

The rates in the separate districts were as follows :—

					1913.	1899—1912.
St. Peter-Port	...	...	...	...	121	138
St. Sampson's	...	...	...	...	163	152
Vale	...	...	...	...	33	144
Castel	...	...	...	...	150	117
St. Saviour's	...	...	...	...	156	120
St. Peter's	...	...	...	...	200	154
Torteval	...	...	...	...	—	82
Forest	...	...	...	...	28	135
St. Martin's	...	...	...	...	111	109
St. Andrew's	...	...	...	...	45	104

As some of the parishes are small, and the fluctuations from year to year may be wide ones, the figures over the series of years are the more valuable ones.

The rates for England and Wales were 109, for London 104, the 96 great towns 116, the 145 smaller towns 112, and the country less the towns 96.

The year was a favourable one as no deaths resulted from measles, only four from Whooping Cough, and five from Epidemic Enteritis. September, a critical month, was drier than usual, and there were 14 deaths in it.

Forty-one children or 41 per cent. died before they reached the age of one month, and at the same time the 59 still births which were in the proportion of 6·6 to the 100 live births, must be considered.

One hundred children were therefore born either dead or with such deficient vitality that they quickly succumbed.

Undoubtedly parental venereal disease is answerable for a large number of abortions, still-births and premature deaths, but I do not think this cause is a prevalent one here.

In support of this contention I may mention that Ophthalmia Neonatorum is quite rare in Guernsey.

We have not a large number of certified midwives in the island, and there are great difficulties as regards training the uneducated ones and the adopting of the Midwives Act of England. The statement that no arrangements are made here by the Parishes for the medical attendance of poor women in labour will come as a shock to the public, but it is so.

The whole system of medical attendance for the poorer classes requires to be revised in drastic fashion, and a poor woman in difficult labour ought to be able to secure immediate medical assistance in such a grave emergency.

Of course it will be said that the health of the expectant mother should be looked after during her pregnancy, but how can this be achieved by ten separate parish authorities.

In England a mother married or single can under the Insurance Act claim a maternity benefit of 30/-.

If she were required quite early in her pregnancy to send in her claim to the Public Health Department in order to subsequently obtain the grant, it would be possible to improve the ante-natal conditions of children and thus diminish the present high mortality.

Many causes are concerned in producing a high infant mortality in addition to maternal ignorance and prejudice, which are unfortunately always present.

A wet and cool summer and autumn are always attended by a low death rate, as dust and flies are kept down and streets are well washed and gullies and drains flushed.

It is the duty of the authorities therefore to imitate these conditions as much as possible by efficient refuse collection, thus removing the breeding places of flies, and by the plentiful watering of streets and roads.

A source of danger, particularly in towns, lies in the yards surrounding houses. These are but seldom paved and are often saturated with damp and filth, being in fact breeding grounds of disease around the houses, which cannot be purified by cultivation.

The Public Health Act of 1907 requires that these yards, exclusively connected with dwelling houses, shall be paved and properly drained, so as to carry surface and sub-soil water to a proper outfall.

Some recent figures supplied by the Registrar General for Scotland show how great is the influence of the mother's presence in the home for keeping down infantile mortality. Nearly 11,000 cases were examined amongst working-

class families, in which the conditions were as much alike as possible, save that half the mothers went out to work and the other half did not.

It was found that the mortality among the children of the working women was 62 per cent. higher than in the case of the mothers who carried out only their domestic duties. I fancy that the number of women who leave their homes to work during the day is very high in Guernsey.

In the country districts of Scotland and Ireland, where there is great poverty and bad housing and sanitation, yet very low rates of infantile mortality are recorded; the saving fact is that the mother brings up her children naturally and is constantly at hand to care for them.

Very few poor homes have, unfortunately, any larder or place where food can be kept clean and cool, but it can at least be covered and protected from dust and flies.

The Boy Scouts Association have very kindly consented to aid the Board of Health by distributing their pamphlets upon Infant feeding and summer diarrhoea when necessary, and this valuable aid will be made use of during the coming year.

It is to be hoped that in 1914 the "Children's Act," which was so sympathetically received by the States in December, will become law.

Under 1 Year.	A	B	C	D	E	F	G	H	I	K	
January ...	3	...	1	...	-	...	1	...	1	...	6
February...	2	...	2	...	-	...	-	...	1	...	5
March	7	...	5	...	-	...	2	...	1	...	16
April	4	...	3	...	-	...	1	...	3	...	12
May	4	...	2	...	-	...	-	...	-	...	7
June.....	1	...	4	...	1	...	-	...	1	...	7
July	4	...	1	...	-	...	-	...	-	...	6
August	2	...	1	...	1	...	-	...	1	...	8
September .	4	...	2	...	1	...	4	...	1	...	14
October	3	...	-	...	1	...	1	...	-	...	6
November .	2	...	1	...	-	...	2	...	1	...	7
December .	3	...	1	...	-	...	2	...	1	...	7
	39	23	4	11	5	9	-	1	7	2	101 Total.

	Under				Total				Under										
	1 week.	2 w.	3 w.	4 w.	1 month.	1-3 m.	3-6 m.	6-9 m.	9-12 m.	1 year.									
January	1	...	2	...	1	...	-	...	4	...	1	...	1	...	-	...	-	...	6
February	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	1	...	1	...	1	...	1	...	5
March	3	...	-	...	2	...	1	...	6	...	3	...	3	...	4	...	-	...	16
April	4	...	-	...	1	...	1	...	6	...	2	...	2	...	2	...	-	...	12
May	1	...	-	...	2	...	-	...	3	...	3	...	1	...	-	...	-	...	7
June	4	...	-	...	-	...	-	...	4	...	-	...	2	...	1	...	-	...	7
July	1	...	1	...	-	...	2	...	4	...	-	...	1	...	-	...	1	...	6
August	2	...	1	...	1	...	-	...	4	...	2	...	1	...	-	...	1	...	8
September	1	...	1	...	1	...	3	...	6	...	4	...	2	...	2	...	-	...	14
October	-	...	-	...	1	...	-	...	1	...	3	...	1	...	1	...	-	...	6
November	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	2	...	2	...	2	...	-	...	7
December	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	2	...	2	...	-	...	2	...	7
	20	5	9	7	41	23	19	13	5	101									

		Under 1 week.	2	Weeks. 3	4	Total under 1 month.	1-3	Months. 3-6	6-9	9-12	Tl. under 1 year.								
Congenital Malfor-	mation	2	...	1	...	-	...	3	...	-	...	1	...	-	...	-	...	4	
Premature Birth	...14	...	-	...	3	...	-	...	17	...	2	...	-	...	-	...	-	...	19
Debility at Birth	... 3	...	-	...	2	...	-	...	5	...	1	...	2	...	-	...	-	...	8
Marasmus	-	...	1	...	2	...	1	...	4	...	4	...	3	...	2	...	-	...	13
Asthenia	1	...	1	...	1	...	-	...	3	...	1	...	1	...	-	...	-	...	5
Bronchitis	-	...	-	...	-	...	1	...	1	...	4	...	1	...	2	...	1	...	9
Pneumonia	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	1	...	2	...	...	...	4
Broncho Pneumonia	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	3	...	1	...	-	...	...	...	4
Convulsions	-	...	2	...	-	...	3	...	5	...	1	...	2	...	2	...	-	...	10
Whooping Cough...	-	...	-	...	1	...	-	...	1	...	-	...	1	...	2	...	-	...	4
Syphilis	-	...	-	...	-	...	1	...	1	...	-	...	1	...	-	...	-	...	2
Epidemic Enteritis .	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2	...	1	...	2	...	-	...	5
Stomach & Bowels	-	...	-	...	-	...	1	...	1	...	3	...	2	...	1	...	2	...	9
Various	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	4	...	1	...	-	...	-	...	5
		20	5	9	7	41	23	19	13	5	101								

MARRIAGES.

The number of marriages which took place during the year was 298, a rate of 14·2 per 1,000.

Of these 166 took place in Church of England, 35 in Roman Catholic, 41 in Nonconformist Churches, and 56 at the Greffe Office.

The average for the last six years was 288.

VII.—1914.

Table II.

RETURN OF BIRTHS AND DEATHS REGISTERED DURING THE YEAR 1913.

BIRTHS.

PARISH LETTER:	A	B	C	D	E	F	G	H	I	K	Tl.
Males	177	76	59	40	15	23	8	16	31	22	467
Females	144	65	61	33	17	22	5	19	32	22	420
Totals	321	141	120	73	32	45	13	35	63	44	887
STILL BIRTHS	28	12	7	1	3	2	0	3	2	1	59

DEATHS.

Diseases of the Blood.

Rheumatoid Arthritis	2	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2
Myxœdema	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Pernicious Anæmia.....	2	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	3
Purpura.....	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Addison's Disease.....	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Diabetes.....	2	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2
Ricketts.....	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1

Epidemic.

Diphtheria	4	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	4
Cerebro Spinal Meningitis	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	1
Epidemic Enteritis	6	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	8
Enteric Fever	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Jaundice	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Mumps	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Influenza	2	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	3
Whooping Cough.....	1	...	3	...	2	...	-	...	-	...	-	...	-	...	6

Infancy and Old Age.

Senile Decay.....	35	...	9	...	7	...	11	...	2	...	2	...	1	...	-	...	1	...	1	...	69
Premature Birth	6	...	3	...	-	...	3	...	2	...	3	...	-	...	-	...	1	...	1	...	19
Debility at Birth	2	...	-	...	2	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	3	...	-	...	8
Marasmus	6	...	3	...	-	...	3	...	1	...	1	...	-	...	1	...	1	...	-	...	16
Congenital Malformation .	1	...	3	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	5
Convulsions	5	...	5	...	-	...	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	13
Asthenia	2	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	1	...	-	...	5
Carried forward	81	...	29	...	13	...	21	...	7	...	6	...	1	...	2	...	8	...	3	...	171

VII.—1914.

PARISH LETTER:	A	B	C	D	E	F	G	H	I	K	Tl.
Brought forward	81	...29	...13	...21	... 7	... 6	... 1	.. 2	... 8	... 3	171

Alimentary.

Dysentery	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Intestinal Obstruction.....	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	1
Gall Stone.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	1
Liver	1	...	-	...	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	4
Stomach	1	...	2	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	5
Intestines	4	...	1	...	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	7
Hernia	2	...	-	..	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	4
Appendicitis	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	2
Peritonitis	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	2

Circulatory.

Thrombosis	3	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	4		
Pericarditis ..	1	..	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	3		
Gangrene	2	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	4		
Embolism	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	2		
Atheroma	8	...	-	...	-	...	1	...	1	...	-	...	1	...	-	...	1	...	12		
Apoplexy	11	...	5	...	2	...	3	...	-	...	2	...	1	...	1	...	2	...	27		
Angina Pectoris	2	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2		
Heart Disease	32	...	8	...	12	...	4	...	1	...	2	...	2	...	1	...	9	...	3	...	74

Urinary.

Nephritis	11	...	1	...	2	...	1	...	2	...	2	...	-	...	-	...	1	...	1	...	21
Cystitis	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	1

Respiratory.

Bronchitis	21	...	4	...	2	...	2	...	-	...	1	...	-	..	-	...	-	...	2	...	32
Pneumonia	10	...	1	...	-	...	2	...	-	...	2	...	1	...	-	...	1	...	-	...	17
Broncho-Pneumonia	6	...	1	...	2	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	10
Pleuro-Pneumonia ..	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	..	-	...	2
Pleurisy.....	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1

Infective.

Syphilis	2	...	-	..	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2
Phthisis.....	20	...	4	...	5	...	-	...	1	...	3	...	-	...	1	...	2	...	1	...	37
General Tuberculosis	1	...	1	...	1	...	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	5
Tuberculosis of Spine	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
" of Kidney ..	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
" of Bowels ..	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Tubercular Meningitis.....	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2

Carried forward225 .. 61 ...44 ...37 ...13 ...21 ... 9 ... 6 ...31 ...12 ... 459
 VII.—1914.

APPENDICE.

13

PARISH LETTER:	A	B	C	D	E	F	G	H	I	K	Tl.
Brought forward	225	...61	...44	...37	...13	...21	... 9	... 6	...31	...12	... 459

Intemperance.

Alcoholism	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
------------------	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

Parturition.

Eclampsia	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
-----------------	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

Septic.

Septicæmia	2	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	2	...	-	...	5
------------------	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

Tumour.

Malignant	20	...	7	...	5	...	5	...	4	...	3	...	1	...	1	...	-	...	2	...	48
-----------------	----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	----

Violence.

Drowning	4	...	-	...	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	6
Fall	4	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	5
Suicide	2	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	4
Burns	1	...	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	3
Poisoning	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Asphyxia	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1

Nervous.

Epilepsy	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2
Paralysis Agitans	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Bulbar Paralysis	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Dementia	2	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2
Imbecility	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
Tabes Dorsalis	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2
Meningitis	1	...	1	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	4
Paralysis	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1
General Paralysis of Insane	1	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2

Totals.....	269	.. 72	...55	...44	...18	...25	...10	...10	...33	...14	...	550
-------------	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-----	-----

Table
(INCORP. SOC.

A					B				C				D				E			
Names of Parishes.	ST. PETER-POR.T.				ST. SAMPSON'S.				THE VALE.				CASTEL.				ST. SAVIOUR'S.			
YEAR.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.
Column ...	A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D
1901 Census	18162				5573				5082				2802				1062			
1903.....	—	421	264	38	—	200	85	26	—	173	72	25	—	87	55	6	—	26	15	1
1904.....	—	461	321	77	—	165	87	37	—	164	71	26	—	104	46	9	—	29	30	4
1905.....	—	461	302	59	—	180	77	17	—	173	72	21	—	90	62	16	—	29	12	1
1906.....	—	427	268	54	—	174	64	29	—	145	69	21	—	93	64	12	—	32	18	7
1907.....	—	392	275	44	—	160	75	26	—	146	68	14	—	77	74	12	—	30	15	1
1908.....	—	366	257	44	—	163	93	34	—	144	57	16	—	88	70	10	—	38	14	3
1909.....	—	383	240	36	—	175	66	22	—	137	60	16	—	78	55	9	—	27	17	7
1910.....	—	368	242	41	—	165	64	14	—	139	68	20	—	71	60	9	—	29	14	3
1911 Census	18052	352	351	88	5952	140	101	42	5486	144	65	16	3082	82	78	8	1075	28	12	1
1912.....	—	361	256	41	—	177	80	13	—	123	62	16	—	82	40	9	—	25	17	3
Average of 10 years to 1912.	18107	399	277	52	5763	169	79	26	5284	148	66	19	2942	85	60	10	1068	29	16	3
1913.....	18052	321	269	39	5952	141	72	23	5486	120	55	4	3082	73	44	11	1075	32	18	5
Birth rate.. ...	17·7				23·7				21·8				23·7				30			
Death rate ...	14·9				12				10				14·2				16·7			

III.

OF M. O. H., 1900.)

F					G				H				I				K			
Names of Parishes.	ST. PETER-IN-THE- WOOD.				TORTEVAL.				FOREST.				ST. MARTIN'S.				ST. ANDREW'S.			
YEAR.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths at all ages.	Deaths under 1 year.	Population estimated according to Census.	Births registered.	Deaths registered.	Deaths under 1 year.
Column ...	A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D
1901 Census	1577				446				842				3201				1552			
1903.....	—	56	16	4	—	8	12	1	—	22	13	3	—	90	38	4	—	37	27	4
1904.....	—	52	35	8	—	10	6	0	—	27	20	5	—	91	51	10	—	41	23	5
1905.....	—	56	29	4	—	22	10	0	—	19	15	0	—	86	43	10	—	40	22	7
1906.....	—	60	25	9	—	6	9	2	—	26	15	6	—	107	45	13	—	42	11	1
1907.....	—	60	16	8	—	20	6	1	—	32	17	5	—	97	39	8	—	54	21	4
1908.....	—	44	29	8	—	14	4	2	—	27	11	4	—	78	38	8	—	43	18	2
1909.....	—	41	13	6	—	14	9	1	—	38	17	3	—	79	34	6	—	41	10	5
1910.....	—	49	30	8	—	14	4	1	—	32	17	2	—	81	40	5	—	41	15	4
1911 Census	1612	49	24	11	499	13	6	4	910	28	15	4	3436	73	64	20	1750	37	18	3
1912.....	—	53	16	6	—	12	5	0	—	28	12	1	—	65	44	7	—	57	20	5
Average of 10 years to 1912.	1595	52	23	7	473	13	7	1	876	27	15	3	3329	84	43	9	1649	43	18	4
1913.....	1612	45	25	9	499	13	10	0	910	35	10	1	3436	63	33	7	1750	44	14	2
Birth rate.....	27·9				26				38·4				18·3				25·1			
Death rate ...	16·1				20				11				9·6				8			

Table IV.
CAUSE OF, AND AGES AT, DEATH OF THE DEATHS REGISTERED
DURING THE YEAR 1913.

CAUSE OF DEATH.	Under 1.	WHOLE ISLAND.					65 and over.	Total.	
		1-5.	5-15.	15-25.	25-65.				
<i>Diseases of the Blood.</i>									
Rheumatoid Arthritis	—	...	—	...	—	...	2	...	2
Myxœdema	—	...	—	...	—	...	1	...	1
Pernicious Anæmia.....	—	...	—	...	—	...	2	...	3
Purpura	—	...	—	...	—	...	1	...	1
Addison's Disease	—	...	—	...	—	...	1	...	1
Diabetes	—	...	—	...	—	...	1	...	2
Ricketts	1	...	—	...	—	...	—	...	1
<i>Epidemic.</i>									
Diphtheria	—	...	—	...	4	...	—	...	4
Cerebro Spinal Meningitis...	—	...	—	...	1	...	—	...	1
Epidemic Enteritis.....	5	...	3	...	—	...	—	...	8
Enteric Fever	—	...	—	...	—	1	...	—	1
Jaundice	1	...	—	...	—	...	—	...	1
Mumps.....	—	...	1	...	—	...	—	...	1
Influenza	1	...	—	...	—	...	1	...	3
Whooping Cough	4	...	2	...	—	...	—	...	6
<i>Infancy and Old Age.</i>									
Senile Decay	—	...	—	...	—	...	2	...	67
Premature Birth.....	19	...	—	...	—	...	—	...	19
Debility at Birth	8	...	—	...	—	...	—	...	8
Marasmus	13	...	3	...	—	...	—	...	16
Congenital Malformation ...	4	...	1	...	—	...	—	...	5
Convulsions	10	...	3	...	—	...	—	...	13
Asthenia	5	...	—	...	—	...	—	...	5
<i>Alimentary.</i>									
Dysentery	—	...	—	...	—	...	—	...	1
Intestinal Obstruction	—	...	—	...	—	...	1	...	1
Gall Stone	—	...	—	...	—	...	1	...	1
Carried forward	71	...	13	...	5	...	1	...	10
									74
									174
VII.—1914.									

VII.—1914.

CAUSE OF DEATH.	WHOLE ISLAND.												
	Under 1.		1-5.		5-15.		15-25.		25-65.		65 and over.		Total.
Brought forward.....	71	...	13	...	5	...	1	...	10	...	74	...	
Liver	—	...	—	...	—	...	1	...	2	...	1	...	4
Stomach	1	...	—	...	—	...	1	...	2	...	1	...	5
Intestines	5	...	—	...	—	...	—	...	1	...	1	...	7
Hernia.....	1	...	—	...	—	...	—	...	—	...	3	...	4
Appendicitis	—	...	—	...	2	...	—	...	—	...	—	...	2
Peritonitis	—	...	—	...	1	...	—	...	1	...	—	...	2

Circulatory.

Thrombosis	—	—	—	1	1	2			4
Pericarditis	—	—	1	—	1	1			3
Gangrene	—	—	—	—	1	3			4
Embolism	—	—	—	1	1	—			2
Atheroma	—	—	—	—	4	8			12
Apoplexy	—	1	—	—	8	18			27
Angina Pectoris	—	—	—	—	—	2			2
Heart Disease	—	—	—	4	27	43			74

Respiratory.

Bronchitis	9	3	—	—	5	15			32
Pneumonia	4	4	—	—	4	5			17
Broncho-Pneumonia	4	5	—	—	—	1			10
Pleuro-Pneumonia	—	—	—	—	1	1			2
Pleurisy	—	—	—	—	1	—			1

Urinary.

Nephritis	—	—	1	1	11	8			21
Cystitis	—	—	—	—	1	—			1

Infective.

Syphilis	2	—	—	—	—	—			2
Phthisis	—	—	1	11	24	1			37 ✓
General Tuberculosis	—	—	2	—	3	—			5 ✓
Tuberculosis of Spine	—	—	—	—	1	—			1 ✓
„ Kidney.....	—	—	—	—	1	—			1 ✓
„ Bowel	1	—	—	—	—	—			1 ✓
Tubercular Meningitis	—	1	1	—	—	—			2 ✓

Carried forward 98 .. 27 .. 14 .. 21 ...111 ...188 ...459
 VII.—1914. c

CAUSE OF DEATH.	WHOLE ISLAND.						Total.
	Under 1.	1-5.	5-15.	15-25.	25-65.	65 and over.	
Brought forward.....	98	...	27	...	14	...	21 ... 111 ... 188 ... 459
<i>Intemperance.</i>							
Alcoholism	—	...	—	...	—	...	1 ... 1
<i>Parturition—</i>							
Eclampsia	—	...	—	...	—	...	1 ... — ... 1
<i>Septic.</i>							
Septicæmia	1	...	—	...	—	...	1 ... 2 ... 1 ... 5
<i>Tumour.</i>							
Malignant	—	..	—	...	1	...	— ... 21 ... 26 ... 48
<i>Violence.</i>							
Drowning	—	...	—	...	1	...	4 ... 1 ... — ... 6
Fall	—	...	—	...	—	...	1 ... 1 ... 3 ... 5
Suicide.....	—	...	—	...	—	...	1 ... 3 ... — ... 4
Burns	—	...	2	...	1	...	— .. — .. 3
Poisoning.....	—	...	—	...	—	...	1 ... — ... 1
Asphyxia.....	1	...	—	...	—	...	— ... — ... 1
<i>Nervous.</i>							
Epilepsy	—	...	—	...	—	...	2 ... — ... 2
Paralysis Agitans	—	...	—	...	—	...	— ... 1 ... 1
Bulbar Paralysis.....	—	...	—	...	—	...	— ... 1 ... 1
Dementia.....	—	...	—	...	—	...	1 ... 1 ... 2
Imbecility	—	...	—	...	1	...	— .. — ... 1
Tabes Dorsalis	—	...	—	...	—	...	2 ... — ... 2
Meningitis	1	...	1	...	1	...	— ... 1 ... 4
Paralysis	—	...	—	...	—	...	— ... 1 ... 1
General Paralysis of the In- sane	—	...	—	...	—	...	1 ... 1 ... 2
Totals	101	...	30	...	19	...	28 ... 148 ... 224 .. 550

KING EDWARD SANATORIUM.

The scheme for the much needed enlargement of the Sanatorium was submitted to the States early in the year, but rejected. It provided for the erection of a new ward somewhat larger than the Giffard with accommodation for 20 beds.

The staff of the Board will therefore have to make the best of the situation as they have done in the past and do their utmost to minimise the risk to the patients when it is necessary to overcrowd them, or change them from one block to the other.

It was necessary to thus change the blocks on three occasions during the past year, and fortunately no cases of cross infection occurred; indeed we have in the past been singularly free from such cases.

It would hardly have been possible to accomodate so many patients at the Sanatorium as we have done in the past, had it not been our custom since the opening of the building to keep the patients as much as possible in the open air.

The size of the balconies enables the beds to be moved from the wards out to them.

The "open air" treatment of consumption is now recognized by the public as the right one, but it is not yet recognized that this method of treatment is equally valuable in the case of patients suffering from infectious diseases due to virulent organisms.

The patients big and little greatly appreciate it, and it practically banishes the septic complications which used at one time to be so frequent and formidable in fever hospitals, and ensures a more speedy and complete convalescence.

Of the 133 cases of notifiable disease during the year, 122 were removed to the Sanatorium; there were 4 deaths, being a percentage of 3·2.

Eleven cases were treated at home, as well as a fatal one of Diphtheria which was registered as "Mumps."

Three of these patients died, a percentage of 25.

The daily average during the year was: Patients 13·2, Staff 13·2.

During the year 439 cultures were examined and reported upon in the States Laboratory.

VII.—1914.

Table V.

CASES TREATED AT THE SANATORIUM AND AT HOME, 1913.

	St. Peter-Port.	St. Sampson's.	Vale.	Castel.	St. Saviour's.	St. Peter-in-the-Wood.	Torteval.	Forest.	St. Martin's.	St. Andrew's.	Total.
DIPHTHERIA.											
At the Sanatorium ...	44	1	7	5	1	0	1	1	4	2	66
At Home	2	0	2	0	0	1	0	0	0	1	6
Total	46	1	9	5	1	1	1	1	4	3	72
SCARLET FEVER.											
At the Sanatorium ...	20	7	6	1	1	0	0	2	2	2	41
At Home	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	20	7	7	1	1	0	0	2	2	2	42
ENTERIC FEVER.											
At the Sanatorium ...	3	1	1	0	0	0	0	0	1	1	7
At Home	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total	6	1	1	0	0	0	0	0	1	1	10
SCARLET FEVER WITH DIPHTHERIA.											
At the Sanatorium ...	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	8
At Home	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total ..	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	8
CEREBRO SPINAL MENINGITIS.											
At Home	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1

Grand Total..... 133

Table VI.

CASES CLASSIFIED ACCORDING TO AGES.

	Under 1 year.	2-5	6-10	11-15	16-20	21-25	26 and over.	Tl.
DIPHTHERIA	- ...	19 ...	23 ...	11 ...	7 ...	1 ...	11 ...	72
SCARLET FEVER	- ...	15 ...	16 ...	4 ...	4 ...	3 ...	- ...	42
SCARLET FEVER WITH DIPHTHERIA } ..	1 ...	3 ...	4 ...	- ...	- ...	- ...	- ...	8
ENTERIC FEVER	- ...	- ...	1 ...	1 ...	2 ...	- ...	6 ...	10
CEREBRO SPINAL MENINGITIS. - ...	1 ...	- ...	- ...	- ...	- ...	- ...	- ...	1
	1 ...	38 ...	44 ...	16 ...	13 ...	4 ...	17 ...	133

DIPHTHERIA.

There were 72 cases of Diphtheria notified during the year, four of which were fatal.

The Town parish furnished the greater number, namely 46 cases. One case occurred in Torteval, the first for many years.

The first fatal case was treated with Sulphur by the grandmother, who considered herself an authority upon Diphtheria. When the final collapse occurred four doctors saw this child in a few hours, but unfortunately none were called until then.

In the early part of September the disease broke out in one of the boys' classes at Melrose School and eight cases resulted.

These boys were examined every day and the absent ones traced, but in spite of the scare it was difficult to induce some of the parents to seek medical aid, although a large number kept their children at home; so much so that this class was closed for a short period.

On four occasions the disease was brought to the Island from other places.

There were eight cases complicated by simultaneous attacks of Scarlet Fever.

All were isolated at the Sanatorium and no cases of cross infection occurred.

Table VII.
DIPHTHERIA FOR 1913.

Parishes.	Jan.	Feb.	Mar.	April	May	June	July	Aug.	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Tl.											
St. Peter-Port.....	5	...	3	...	3	...	8	...	2	...	3	...	5	...	1	...	2	...	9	...	2	...	46	
St. Sampson's.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	
Vale.....	3	...	2	...	1	...	2	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	9	
Castel	3	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	5	
St. Saviour's	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	
St. Peter-in-the-Wood .	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	
Torteval	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	1	
Forest	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	
St. Martin's.....	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2	...	4	
St. Andrew's	1	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	3	
Total	14	...	5	...	5	...	12	...	4	...	4	...	3	...	6	...	1	...	3	...	11	...	4	72
Died at Sanatorium ...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	1	...	1	...	1	...	4	
„ Home.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0	
Total.....													4											

SCARLET FEVER.

There were forty-two cases of this disease, twenty of which were from the Town Parish. No deaths occurred.

There were no cases from St. Peter's and Torteval.

The type of disease was a mild one, and as a result several were overlooked until the peeling stage, consequently a large number of examinations of contacts and school children had to be made.

Table VIII.
SCARLET FEVER FOR 1913.

Parishes.	Jan.	Feb.	Mar.	April	May	June	July	Aug.	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Tl.												
St. Peter-Port	-	...	1	...	1	...	-	...	1	...	2	...	4	...	5	...	4	...	1	...	20				
St. Sampson's.....	-	...	-	...	-	...	-	...	3	...	2	...	1	...	-	...	-	...	1	...	7				
Vale.....	1	...	-	...	1	...	2	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	...	1	...	7				
Castel ..	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1				
St. Saviour's	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1				
St. Peter-in-the-Wood .	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
Torteval	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
Forest	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	1	...	-	...	-	...	2				
St. Martin's.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	-	...	1	...	1	...	2				
St. Andrew's	-	...	-	...	-	...	-	...	2	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	2				
Total	1	...	1	...	2	...	2	...	1	...	1	...	9	...	4	...	5	...	7	...	5	...	4	...	42

SCARLET FEVER WITH DIPHTHERIA.

St. Peter-Port.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	4	...	1	...	-	...	-	...	5	
St. Sampson's.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	3	...	-	...	3		
													<hr/>										
													Total.....										8

ENTERIC FEVER.

Ten cases occurred during the year, of which number four were imported ones, two from Jersey and two from England. We had no cases from France, a somewhat exceptional experience.

The two local cases in July were both from drinking water from badly contaminated wells, which were promptly closed.

In August a case was removed from Rosemary Lane, and the house concerned was found to have the drains blocked and to be in a very unsanitary condition.

It was at once closed by the Constables and afterwards thoroughly done up and made habitable.

Two cases were probably due to the eating of chancre crabs, a cause I have previously noted; no cases appeared to be due to oysters or other molluses.

Two other possible sources of infection have to be mentioned in addition to the common fly which may transmit this and indeed many other diseases for quite long distances: they are the bed bug and sea-bathing.

It has been proved that the bug, as might be expected, has often and readily carried Enteric Fever, particularly in warmer climates than is ours and amongst less cleanly people.

It is now well known that molluses when living in specifically contaminated water are sources of this sickness and so therefore must be the water itself.

Outbreaks have occurred as the result of swimming baths having been filled with water coming from the neighbourhood of sewage outfalls, and where no doubt as to the source of infection was possible. I do not wish to cause any scare as regards the popular and invigorating practice of sea-bathing, and although it may seem ridiculous to warn people against bathing in the neighbourhood of sewage outfalls, yet daily experience in summer months will show that such a warning is needed. Of the ten cases, seven were removed to the Sanatorium; all were severe cases, the average duration being ten weeks; there were no deaths. Three were treated at home with one death.

A comparison between the Sanatorium death rate and that of home isolated cases during the past eight years is an interesting one.

Of the 56 Sanatorium cases, one died, a proportion of 1·8 per cent; of the 14 home treated cases five died, or 35·7 per cent.

The former figures are very satisfactory as they refer to a run of very severe cases with a high proportion of relapses.

Table IX.
ENTERIC FEVER FOR 1913.

Parishes.	Jan.	Feb.	Mar.	April.	May.	June.	July.	Aug.	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Tl.										
St. Peter-Port	-	...	-	...	-	...	-	1	...	2	...	-	1	...	-	...	2	...	6				
St. Sampson's	-	...	-	...	-	...	-	...	-	1	...	-	...	-	...	-	...	-	1				
Vale	-	...	-	...	-	...	-	...	-	1	...	-	...	-	...	-	...	-	1				
Castel	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
St. Saviour's	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
St. Peter-in-the-Wood .	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
Torteval	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
Forest	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	0				
St. Martin's.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	1	...	-	...	-	...	-	...	-	1				
St. Andrew's	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	1	...	-	...	-	...	-	1				
Total	0	...	0	...	0	...	0	...	0	...	3	...	3	...	1	...	1	...	0	...	2	...	10
Died at Home.....	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	-	...	1	...	1		

CEREBRO SPINAL MENINGITIS.

A fatal case of this malignant disease, which fortunately has been rare here, at any rate in recent years, was notified from the Castel parish.

No cause for it could be traced, nor was there any suspicious illness in the neighbourhood.

TUBERCULOSIS.

The number of deaths from all forms of Tuberculosis was 47, of these 37 were due to Pulmonary Phthisis.

The rates are respectively 1·12 and ·88 per 1,000; these compare with the years 1909-1912 as follows, 1·05 and ·67.

During 1911 the rates in England and Wales were respectively 1·46 and 1·08.

There are usually more male deaths than female deaths, but the numbers for 1913 were fairly even, 19 against 18.

The male deaths usually occur at a later age than the female, but again the year proved an exception, as the average ages at death were males, 32 years; females, 33 years.

There were 40 notifications of Phthisis from Medical men during the year, not a large number; but as the Ordinance under which these notifications are demanded provides no penalty for non-notification, its provisions are not observed as they should be.

VII.—1914.

Perhaps my confrères feel as I do, that a system of notification demands an organized effort to control and lessen the spread of the disease notified.

Such a scheme as was outlined in my previous reports should, in spite of its difficulties, be carefully considered as soon as possible.

In England, notwithstanding some failures in certain measures, the Insurance Act has done much for the sufferer from Consumption, even if it has not provided "rare and refreshing fruit" for the poor man in "first-class hotels."

It is difficult to form an estimate, but I should imagine that there are about 200 people in the island suffering from Tuberculosis recognizable by clinical methods.

DISINFECTION FOR 1913.

Adults and Children's Clothing	1,794
Blankets, Counterpanes and Sheets.....	1,164
Bolsters and Pillows	619
Feather Beds	107
Floor Coverings	290
Mattresses	313
Sundry Articles	982
Rooms for Notifiable Diseases	142
Rooms for Phthisis	64
Rooms for Non-notifiable Diseases	2
Primary Schools	2
Houses visited and re-visited	382
Rooms and Wards at the Sanatorium	12
Rooms and Wards at the Town Hospital.....	3
Victoria Cottage Hospital, one Room.....	1
Fish Market	1

WATER SUPPLY.

Perhaps the greatest event of the year, from the public health point of view, was the decision of the States to give the required notice with a view to acquire the undertaking of the Guernsey Water Co.

After years of discussion we are now within measurable distance of having an increased, and it is to be hoped, an ample water supply.

The Water Co. has been hampered by the terms of the concession under which they are limited to "eau de source" for domestic purposes.

If this restriction be not removed, the States will be in no better a position to meet the public demands than were the Company. Stream water must be

used. So much has appeared in my reports about the use of stream water for domestic purposes, that it only seems necessary to again state that 70 per cent. of the water supplied to London is derived from the rivers Thames and Lee.

I may be wrong, but it appears to me that the popular feeling against the use of the water from the King's Mills stream (properly stored and filtered) for drinking purposes has largely disappeared, and that the States will, when asked to do so, sanction the use of this water.

I here give two reports from Dr. J. C. Thresh, an undeniable authority upon the subject of water supplies, the first referring to the King's Mills Stream, and the second to the overflow water from the mill pond supplied by the stream.

"The chemical analysis shows that this water, which I understand is derived from a stream, contains a little organic matter which has been derived from fertile land. It resembles the water of the River Thames in this respect, but in other respects it is better than the Thames water at the intake of the Water Board. It is much softer than the Thames water, and it contains fewer bacteria, especially of those bacteria which are derived from manurial matter. There is no doubt that by filtration this water could be rendered pure and wholesome and fit for all purposes of a public supply."

Overflow from Mill Pond.

"The water is very good bacteriologically for a river water. It is one which could be rendered excellent by proper filtration. The *Bacillus Coli* could only be found in 10 c.c., whereas it is generally found in Thames water in 1 c.c. and less."

Much of the preventable disease which occurs in Guernsey is due to the lack of that prime necessity of life, a good supply of pure water.

When we have it we may expect with confidence, not only a lowering of our general, but of our very high infantile death rate.

Two and a quarter millions gallons of water were supplied from the Vale Mill Quarry during the summer months.

Complaints were at one time received that this water had a curious fishy taste which only occurred at certain areas of the supply, the areas chiefly concerned being those close to the filter.

It was found to be due to the mains having become empty during the night, the water having gravitated to the lower areas owing to the stop valves not having been closed.

When the pump, which is a powerful one, was started in the morning, it displaced and tore away fragments of the vegetable growth which occurs in the mains, and thus gave rise to the unpleasant taste in certain places.

The water, when it passes through the filter, had at no time any taste or abnormality.

The same phenomena were observed in London last summer and occurred over a widespread area.

Such an unusual event naturally caused the water to be regarded with suspicion, but the defect was soon remedied, and fortunately, although unpleasant the water is in no way dangerous for drinking purposes.

When more water is available, more can be used for scouring out the mains than is at present used.

This will tend to minimise vegetable growths and mineral deposits in the mains.

REFUSE COLLECTION.

Progress during the year has to be recorded. St. Sampson's parish has decided to have the refuse collected destroyed in the incinerator, instead of dumping it in fields as was the custom in the past.

St. Martin's has under consideration a scheme for the systematic collection of its refuse. In the Town Parish the Douzaine has carefully studied the question and has resolved in certain areas to remove house refuse more frequently and to compel householders to provide proper covered receptacles. In addition it has decided to build new dust carts of a satisfactory type. When these improved methods are in working order much benefit should result.

In various parts of the island there are accumulations of house refuse in disused quarries and other waste spots.

During the dry months these should be burnt and thus rendered harmless; the work should be done either by the Parish Authorities or by the proprietors at their order.

The cost would be small and many nuisances would be disposed of.

It is a pity that household refuse is not more often consumed in kitchen ranges and grates than it is; to do this causes very little trouble, it saves fuel and diminishes the amount of putrescent material in the house and its surroundings.

SCHOOL INSPECTION.

One hundred and forty-six visits have been paid by me to schools during the year. As the school year consists of about 212 working days, this is equal to two visits every three days.

In addition children sent from Town Schools to the Laboratory have been examined for Infectious Diseases and Ringworm, as well as for suitability to attend school for other reasons.

All suspicious absentees from schools have been followed up and where necessary examined; when cultures had to be taken the child was sent home until the culture had been examined.

Large numbers of children have been examined as to the suitability for treatment for defective vision and enlarged tonsils and adenoids; the Royal Court, through the De La Court Fund, has generously paid the fees for parents unable to pay for their children.

Again I have to acknowledge the great assistance I have received during the year from the teachers. On several occasions cases of infectious diseases, which would otherwise have escaped detection, have been brought to my notice as a result of their zeal and accurate observation.

I hope that it may be possible year by year to increase the present limited scope of school inspection.

In nearly, but not quite all the schools, the importance of thorough ventilation of the class rooms is appreciated.

In the winter, unless the class room is properly heated, one may be sure that it will not be properly ventilated, and in some schools the heating has not always been adequate.

In a climate such as is ours, open-air classes can be held with advantage on a larger number of days in the year than on the mainland. It appears to me that teachers are becoming fully alive to the advantages of such a proceeding from a health point of view, even if it possesses disadvantages from the educational standpoint. Two sources of the spread of infectious disease in schools should receive attention—one by water taps and drinking vessels and the other by towels. At present children desiring to drink do so either by applying their lips to the tap direct or by means of cups which are used by a number of children and cannot be properly cleansed. There are modern appliances by means of which when a lever is depressed, a weak stream of water is directed upwards and the end of the pipe is so protected that the child's lips cannot come near it; the child must therefore allow the water to flow into its mouth without touching any of the apparatus.

It is not practicable in schools to provide a towel for each child, and even if such a plan were adopted, the towels would not in all probability receive such a thorough washing as if they were obviously dirty; indeed the towel for each

person is often a fraud, as it is not properly cleansed, but only moistened and dried after use.

As the towel may be so soon contaminated, and is often used for a dry scrub of the mouth and nose, I do not think children should wash their faces at school however dirty they may be ; they should wait until they reach home to do so. The same objection does not apply in the case of their hands.

I appreciate that it is highly desirable that children should be taught habits of order and cleanliness at school, but the reasons for this measure could be explained to the older children and notices put up to the same effect. It is certainly better that a child should remain at school with a dirty face than be sent to the Sanatorium as a result of attempting to clean it.

During the year the Board addressed a circular to the various Education Authorities with reference to the importance of a systematic and periodical disinfection of school premises. This circular had been previously sent out about three years ago, but on the last occasion the response to it was much more satisfactory. All but two of the authorities have adopted the suggestions contained in it and these two will we believe also adopt them before long.

Dust is a potent source of infection and settles chiefly upon the floors and desks. It is stirred up by the movements and marching of the scholars and by dry sweeping. The most recent class of disinfectants such as Cyllin, Izal, Cofectant, &c., are cheap, without any unpleasant odour, and are efficacious in a weak solution.

It was recommended therefore that on Friday afternoons, after the closing of the schools, the floors should be well moistened with such a solution and the desks rubbed down with a cloth similarly moistened.

In times of epidemics this should be done daily. For ordinary sweeping sawdust well moistened with the solution should be used. Experience has proved that not only is the incidence of coughs, colds and the ordinary infectious diseases diminished, but children seem more alert and learn their lessons better.

It was carefully stated that such disinfection was no substitute for the usual necessary methods of cleaning, but an addition to them. The following have been the schools chiefly affected by notifiable infectious diseases during the year :—

					Scarlet Fever.		Diphtheria.
Melrose ...	...	...	...	...	4	...	9
Vauvert ...	...	...	..	...	2	...	9
Les Capelles	...	...	...	...	2	...	3
Burnt Lane	...	...	...	...	2	...	3
St. Joseph's	...	...	...	...	4	...	4

VII.—1914.

It is not the children of the very poor who suffer so much from these diseases in Guernsey as those of the class just above them.

The parents who can secure the services of the parish doctor usually send for him in case of sickness without delay, unless they have to call in the one for the parish to which they belong but do not live in, which often means both delay and trouble.

Parents included in the second category, for economic reasons, do not so readily seek medical assistance.

Melrose School at present has a bad reputation as regards infectious diseases, the reason for which needs explanation, the school itself not being the cause of the outbreaks, as is often supposed, but the scholars. It draws its scholars from a much wider area than other schools, and the parents of the children are of a somewhat better class; it is therefore more liable to epidemics and less under medical supervision as I have just explained.

Below it is situated in a hollow a group of houses which were built upon a swamp filled with rubbish, the soil of which received the sewage of the houses until the main drain was constructed.

This soil is not yet purified and is an example of the dangers of building houses upon contaminated ground, as nearly every year cases of Diphtheria occur in these houses and spread to the school.

CATTLE SHEDS AND DAIRIES.

As pressure of other work has prevented any inspection of cattle sheds during the year, it is satisfactory to find that owing to the influence of our local experts and of the American cattle buyers great improvements in working are still taking place in the cattle and dairy trades.

I have sought the opinions of Major Whitfield and Mr. Foote as to the correctness of this view. They have kindly given their opinions and also allowed me to publish their letters, which are as follows :—

Major Whitfield writes :—

“ December 13th, 1913.

“ In a great many of the cowsheds I have visited officially, there appears to be a good deal of improvement, both in cleanliness, sanitation and increased ventilation.

“ What is more, the farmers in general appear to be more impressed with the necessity of these measures being carried out.”

VII.—1914.

Mr. Foote writes :—

“ December 1st, 1913.

“ I am in receipt of your letter of the 27th November respecting cattle sheds and the manner in which the cattle are being kept in the Island.

“ I wish to corroborate what I stated in my letter to you on the subject some time ago, and also to add that the improvements I then mentioned are still being continued.

“ You are quite right in your surmise with reference to windows and ventilation. Farmers have come to see that if they are to keep their cattle healthy and free from tuberculosis and kindred infectious disease they must cleanse, whitewash and disinfect their cowsheds and admit as much free air and sunlight as possible.

“ There are, of course, a few exceptions, but I am happy to say that they are not the rule.

“ You may rest assured that whenever possible I will use my influence in getting unsatisfactory cases put right.

“ You have my permission to use this letter as you think fit.”

In my report for 1910 I wrote as follows :—

“ I have constantly recommended the keeping of cattle entirely in the open or the substitution of shelters for ill-lighted and badly ventilated stables, but with only a small amount of success.

“ The system, however, has had a fair trial in the neighbourhood of Cheltenham, and I am indebted to the reports of the M.O.H.—Dr. J. H. Garrett—for the following trenchant quotations :—

‘ I strongly advocate cowsheds with open fronts and we have now several here and they are answering very well. In an open-fronted shed the question of light and ventilation is settled, for at most nothing further is required for these purposes than some louvred ventilators on the roof ridge.

‘ The idea that cows give more milk when kept in closed sheds is a myth, as I am informed by those who are keeping cows in the open.

‘ One milk purveyor here has kept five small yellow Guernsey cows, that are not of a particularly hardy breed, in the open field by both day and night during the whole of the past winter, feeding and milking them without bringing them in, and they have been perfectly well and healthy all the time. Another milk producer kept forty cows in the open field by day and night all last winter,

only bringing them into the sheds to milk them, and turning them out again immediately every night without exception and without any reference to the weather, and these cows have never ailed in any way, have given no less milk, and have been much cleaner than any cows I have ever seen in the winter time when kept in sheds.

‘ By keeping cows out of doors you ensure an infinitely great degree of cleanliness of their bodies.

(From a later report.)

‘ It is coming to be recognised that their bodily condition of health is better when the cows are kept in the open air than when shut up. The cow’s natural coat of hair accommodates itself to the circumstances and the cow derives no harm from exposure to any ordinary degree of winter cold when well fed.

‘ Unless the ground be very bare indeed of grass, the economy of victualling ought to be considerable when cows are kept in the field.’ ”

I am more than ever convinced that Tuberculosis in cattle is a “house” disease as it is in the human subject, and that the way to banish it from our herds is, first to remove the infected animals, and secondly to keep all animals entirely in the open air, night and day, winter and summer. If this is possible in England, surely it is possible in this favoured climate.

At the same time I realize that such an opinion is not generally held, and as a compromise I would advocate the use of open-fronted shelters, until the more natural way of keeping cattle is adopted; but at present sheds are almost universal.

I am therefore opposed to the erection of expensive and elaborate cowsheds as I consider them a waste of money, and I think that even the worst cattle stable can easily, and without much expense, be converted into an open shelter.

(1911 Report, page 19.)

“ Some sheds it is not possible to disinfect properly by artificial methods and no attempt has been made to do so, the law directing that under these circumstances no bovine animals may be kept in them whilst they remain in such a condition.

“ The only practical way of dealing with them is by utilising the two great disinfecting agencies of nature, sunlight and fresh air.

VII.—1914.

"If the roofs were taken off, and the interior thus exposed to the weather for the summer and autumn, they might be reconstructed, and the source of infection would, I believe, be entirely destroyed.

"Unfortunately it will be some time before the use of shelters instead of sheds becomes general, and if sheds must be built they should be without lofts and with a roof of galvanised iron so constructed that with very little trouble the iron sheets could be removed when the cattle are first put out, and not replaced until the cattle are again put in."

Having read accounts of the great changes which have of recent years taken place in the conditions under which animals are kept at the Zoological Gardens, London, and knowing that monkeys are exceedingly liable to suffer from Tuberculosis in captivity, I communicated with the Secretary of the Zoological Society.

I asked him for particulars as to these changes with a view to using the information as an argument for the keeping of cattle entirely in the open. Dr. Chalmers Mitchell very kindly replied and also added to my feeling of obligation by allowing me to publish his letter, which is as follows:—

Zoological Society of London,

Regent's Park, London, N.W.,

May 6th, 1914.

DEAR SIR,

In reply to your telegram I have to say that for a number of years it has been the tradition here, as in most Zoological Gardens, to assume that our chief duty was to try to protect animals against the cold. Ventilation was thought of importance, but warmth was the over-ruling consideration. About 10 years ago, when I became Secretary of the Society and went into the matter, I found reason to doubt this procedure; I had a statistical enquiry made into the duration of life in captivity of over 20,000 individual mammals and birds. I found that in no case where the animals had been kept in the interior of warmed houses was there even decent success and that the only cases where there was some approach of the figures of actual duration of life to what I knew from other sources to be the potential duration of life, were instances of creatures kept either in the open air entirely, or with the freest access to the open air at all times with no more than rain-proof open sheds. Since then we have been in every possible way keeping animals more in the open air, and the fall in death rate from tubercle has been marvellous.

We have had tropical Baboons and large and small Monkeys living in the open air throughout the year with at the most rain-proof shelters. They

have kept in splendid condition, while their mates kept in heated houses, although cleanliness, ventilation, &c., are scrupulously attended to, still continue to succumb. I have not the smallest doubt but that the open air treatment is the correct one for cattle, provided of course that they have a certain amount of shelter from the wind available to them and I should add an open-air shed here and there to give them a dry place on which to lie down; but if I had to choose I should prefer complete open air, even on an exposed field, to the interior of a warm stable.

Yours very faithfully,

P. CHALMERS MITCHELL,
Secretary.

Dr. Bishop, M.O.H.,
Guernsey.

Surely this letter from such an authority cannot fail to carry conviction and will be received with the respect that it deserves.

It is a matter of vital importance to the community that our local herds be freed from tuberculosis and no financial questions must be allowed to stand in the way.

The attention of the Railway Companies has been drawn to the possibilities of infectious diseases being contracted by persons travelling in their steamers, as a result of other passengers having travelled in an infectious condition.

This is to our community a very important matter, and both Companies in acknowledging the receipt of our communication, expressed themselves willing to carry out the recommendations contained in it.

The circular relating to the disinfection of schools already mentioned was somewhat modified and sent to the various authorities concerned with churches, public halls, hotels, bars, &c., as it is a matter of common experience that infectious diseases are often contracted in such places.

In the early part of the year a requête was before the States, which was in the nature of an indictment of the Sanitary authorities of the Island.

Dr. Carruthers, who was answerable for the inception of the requête, made a powerful but temperate speech in its support and amongst other matters referred to our high infantile mortality, the wilful concealment of infectious diseases, the water supply, drainage, scavenging and the Public Health system generally.

Dr. Carruthers' views might be almost summed up in the following brief extracts of his speech:—

VII.—1914.

“The more I have studied the matter, the more I appreciate how much the Board has managed to do in spite of the system under which it exists.”

“Whatever does a little island some 9 miles by 4, want with 11 different independent Sanitary Authorities? Surely this is parochialism run mad. Let us take a commonsense view of this very important question and admit that the time is come now, whatever it may have been in the past, for us to put our Public Health into the hands of one effective authority, with power to enforce precautions and to order the removal of dangers to health.”

A Committee was appointed to study the question conjointly with the Board of Health; their report was not however completed in 1913.

With the views just expressed I am and always have been in entire agreement.

Few people have any idea of the difficulties the Board and its officials have had to contend with in the past.

As regards the one effective Sanitary Authority, it remains to be seen what view the Committee of Enquiry will take in this matter.

The majority of people in Guernsey are either apathetic or hostile to the creation of such an Authority, and I believe it would be impossible at the present time to effect this reform. The Board after careful study of the question have considered that some of the difficulties and disabilities under which they are working could be removed by granting the M.O.H. and the Sanitary Inspector the same right of entry to houses and business premises that they possess in England, in order to investigate complaints as to nuisances which are brought to their knowledge.

There was no suggestion of granting any executive authority as well; if a nuisance were not remedied voluntarily further action would have to be taken by the parish authorities as at present.

Such a scheme, should it pass the States, would be of much assistance to these authorities and would also enable the Board to enlarge the scope of its operations.

At present the position of the Sanitary Inspector is not recognised by law and but few duties can be assigned to him; the right of entry possessed by the M.O.H. is a very partial one. A certain section of the public think that all existing difficulties can be overcome by making new laws, which they fondly imagine will at once be implicitly obeyed.

Over and over again one hears it stated that in Guernsey there are too many laws and no one to see that they are carried out; indeed the opinion

has been expressed in the States that the body corporate is suffering from intestinal atony by reason of the multiplicity of ordinances, yet it is proposed to add to their number.

A suggestion has been made that the Ordinances relating to Public Health should be codified, which would greatly decrease the number and allow of alterations and additions without further complicating matters.

It is much to be regretted that no samples of food or drugs have been submitted to analysis during the year, the Board having no funds for the purpose.

The submitting of food samples for analysis is left to the Constables of the various parishes who have funds for the purpose.

As the States have sanctioned the appointment of a full-time analyst, this difficulty will I hope soon disappear.

Adulteration of foods chiefly affects the poorer classes and should be kept in check as much as possible by constant and vigorous action on the part of the authorities, so that it will not pay people to sell adulterated food on account of the risk of detection.

From the commercial point of view the honest merchant should be protected against the unfair competition of unscrupulous traders who sell adulterated goods and thus obtain money by false pretences.

The States have during the year been considering a scheme for granting compensation to work-people in case of accident, but "unfortunately there is no law here providing for the protection of people working amongst machinery.

"In England the Factory and Workshops Acts deal fully with the matter. It is more humane and rational to protect workmen from avoidable accidents than to provide compensation for them or their families after accidents." (1911 report).

No steps have yet been taken to secure better housing conditions for the working classes. I have on many occasions dealt with this question in my reports, and pointed out that the physical and moral state of the rising generation to a very large extent depends upon the conditions under which they are compelled to live, and that by no exertions of their own can the majority of the working classes better these conditions.

They have to accept the dwellings that are available for them at the rental they can pay. Yet I am constantly asked by people who know the answer to their question "Why is the infantile mortality here so high?"

Such questions from some persons seem to me to savour of cant and hypocrisy.

With all respect, I would beg to bring this question to the notice of the Royal Court, in the hope that it may be able to take some action in the matter.

The conditions under which meat is landed here and transported to the abattoir are capable of great improvement on the lines mentioned in my report of last year.

It is not possible to take stock of our general Sanitary condition without a full knowledge of our peculiar conditions in Guernsey.

Doubtless our shortcomings have been many, but I would bring to notice the fact that in 1890 the death rate was 22·3, and during the years 1890-1899 it averaged 18·6, whilst from 1903-1912 it had dropped to 14·6, and this year it is the same as in 1912, namely 13·1.

Doubtless the falling birth rate has had some effect upon this marked decline, but it cannot be answerable for the whole of it, as the decline in the figure of infantile mortality is not in proportion to that of the total death rate, being only 10·2 per 1,000 births in favour of the latter ten year period.

Surely sanitary conditions must have improved to show such a greatly diminished general mortality, and in my opinion the isolation of infectious diseases in the Board's hospitals has proved one of the chief reasons of it. If this be so, the money spent has been well expended.

To me the future is hopeful; but it is well to remember the old fable of the hare and the tortoise and to take as our motto "Festina lente."

HY. DRAPER BISHOP,
M.D., M.O.H.



